

MON PARCOURS AU COURS DE LA GUERRE 40-45.

Première Partie **(Septembre 1940-Juin 1943)**

François-Yves Guillin, né le 7 Septembre 1921 à Orléans. Mon père très affecté physiquement par quatre années de tranchées, blessé et très malade, mais toujours actif devint capitaine d'active en 1916, commandant en 1929. Il décéda brutalement en juin 1931 à 44 ans. Mon frère Denis et moi étions pupilles de la Nation. Ma mère, fille de général, sut mener sa barque avec décision.

Orphelins de père depuis juin 1931, Denis et moi n'avions plus, dès 1932 sinon ma mère, aucune famille: plus de grands-parents, et les oncles maternels ne nous rencontraient plus jamais. Cela explique le resserrement de notre trio lorsque nous vînmes nous installer à Bourg-en-Bresse en 1932, ainsi que ma panique lorsque ma mère tomba sérieusement malade en 1934. Mes études secondaires furent difficiles. J'échouai au premier bac à cause du grec, qui me rebutait. Je réussissais bien en maths. Je voulais devenir médecin. À cette époque, on affirmait que pour se préparer à la Médecine, il fallait être un bon helléniste que je ne fus pas.

Comme beaucoup d'autres, notre famille était très patriote, sans être nationaliste pour autant.

La défaite et l'armistice de 1940 nous heurtèrent énormément. Je me souviens avoir pleuré désespérément assis sur une borne d'une route de Dordogne où notre mère voulut nous replier tous les trois, avec un camarade de lycée, B.. Nous étions désolés d'apprendre que le vieux maréchal acceptait le diktat allemand. Dès que nous sûmes que le général de Gaulle avait proclamé: "La France avait perdu une bataille mais n'avait pas perdu la guerre", qu'il se trouvait à Londres où Churchill était déterminé à poursuivre la lutte, l'espoir nous anima nous trois et notre camarade B. Notre camarade B., rentré dans sa famille, laquelle avait carrément pris le parti de Pétain, revint un jour pour nous affirmer que nous avions suivi le mauvais chemin, que de Gaulle était un traître, que Pétain avait raison d'autant plus que les Anglais, tous pourris, ne résisteraient pas et que bientôt la Grande Bretagne serait envahie par les allemands. Nous ne revîmes plus jamais B. à la maison. Par tout un clan pétainiste de Bourg-en-Bresse, nous allions être vite rangés parmi les gaullistes.

Déjà bien ancré dans cet état d'esprit, je commençai, avec mon frère, "notre propre Résistance", fatalement par une propagande modeste, avec les moyens du bord se résumant au début en un morceau de craie, pour inscrire sur les murs, la nuit venue, des Croix de Lorraine, des V.; ensuite je décidai de composer des tracts à glisser, toujours la nuit, dans les boîtes aux lettres. On peut regretter aujourd'hui de n'en avoir conservé aucun spécimen. Il aurait été savoureux de les relire. Tous ont été détruits fin 1942.

En Septembre et en Octobre 1940, deux événements trempèrent ma décision:

En premier lieu ma rencontre avec le général Delestraint, début Septembre 1940, me marqua. Je descendais l'avenue d'Alsace-Lorraine de Bourg-en-Bresse; je vis ma mère près de la poste. Elle parlait à un couple que je ne connaissais pas. J'ignore comment elle connut madame Delestraint. Je m'approchai et fus présenté. De ce moment, je garde toujours ce souvenir privilégié. Connaissant déjà nos opinions par ma mère, le Général me parla en me regardant dans les yeux. Il me parla de notre devoir de refuser la défaite, de penser à la "reprise de la lutte", de la préparer dans les esprits des Français, il me parla du général de

Gaule qu'il connaissait bien, assez pour savoir qu'il fallait lui faire toute confiance. Il me parla de la Grande Bretagne qui continuait la lutte et résistait aux attaques de la Luftwaffe. Mes yeux manifestèrent sans doute ma joie.

Je tentai après-guerre de retrouver par de pauvres mots, le saisissement viscéral, la profonde impression que j'en ressentis:

"Avoir rencontré le Général Delestraint en septembre 1940, alors qu'en soi, à dix-neuf ans à peine, germent l'espoir et l'intransigeance de la Résistance à l'oppression, constitue plus qu'une chance, la réalisation précoce des aspirations essentielles qu'un jeune Français pouvait ressentir à cette époque.

Il est impossible d'oublier ce regard décidé et qui vous invite à l'être; ce regard ferme, miroir d'une âme droite qui ne défaille pas, mais d'une bonté infinie; regard du chrétien sûr de sa foi: regard de l'homme intelligent et regard du chef conscient, déterminé, qui vous entraîne pour une cause qui vaut la peine d'être vécue et de mourir pour elle."

Depuis ce jour, je revis le Général assez souvent, soit à l'occasion de rencontres amicales, entre familles qui partageaient les mêmes opinions (la famille Fornier par exemple), soit en me rendant chez lui. Très vite je lui demandai s'il connaissait une filière pour rejoindre la France Libre.

Il m'en dissuada me disant *qu'il aurait besoin de moi*. Je me mis alors à son service. Par ailleurs, je me contentai alors de mettre des tracts dans les boîtes aux lettres.

Bourg-en-Bresse

Le second événement eut pour théâtre le Lycée Lalande, notre lycée. Je l'ai souvent exposé. La rentrée d'Octobre, en terminale (Math-Élem), avait été marquée par le long laïus du proviseur en classe de Math, venu nous présenter notre nouveau professeur, monsieur R. Ce discours tourna vite en un panégyrique vibrant en faveur du Maréchal Pétain, se terminant par une diatribe contre ceux qui s'y opposaient ou s'y opposeraient. Dès le départ du proviseur de notre classe, monsieur R., qui avait un fils dans notre classe, renchérit fortement sur ce que nous venions d'entendre à la gloire de Pétain et de son gouvernement, et à la vertu du travail. Si ce dernier point ne nous surprit pas, - la Révolution Nationale n'avait rien inventé à ce sujet- par contre le discours politique du proviseur, accompagné d'une évidente mise en garde, était nouveau. Nous étions prévenus.

Dès les premiers jours d'Octobre, j'appris rapidement par la presse que le gouvernement avait émis des décrets à l'encontre des juifs. Cette mesure me surprit. Je savais que, depuis 1933, l'antisémitisme sévissait sérieusement en Allemagne, mais en France, en notre douce France ...! Fallait-il que le gouvernement de Vichy suivît à la lettre les principes nazis, et même précédât en cela les injonctions d'Hitler ou de ses subordonnés?

Au lycée, nous avions quelques camarades israéliques. Je n'ai pas le souvenir, au cours des années précédentes, qu'il y ait eu la moindre réflexion désobligeante à l'encontre de ceux-ci. Nous ne nous posions aucune question à leur sujet. Des camarades comme les autres.

Dès cette époque, une poignée d'élèves, lors des récréations, commencèrent à insulter haut et fort "les juifs". En Math-Élem, nous avons vu arriver à la rentrée un nouveau, Cerf, israélique purement français. Son père, officier de réserve, s'était brillamment comporté lors de la campagne de France. Sa famille s'était repliée à Bourg-en-Bresse. Au lycée Lalande, Cerf, bon élève, sérieux, ne faisait pas parler de lui. Notre professeur de Math, Monsieur R., ne l'appréciait visiblement pas beaucoup.

Un jour, vers le 20 octobre, trois camarades -s'il est possible de les appeler encore ainsi- qui s'étaient déjà signalés par leurs réflexions très vichystes et même antisémites, attendirent Cerf à la sortie, rue du Lycée. Sans préambule, ils se précipitèrent sur lui et le frappèrent violemment, particulièrement à la face. J'essayai vainement de m'interposer. L'un des trois me ceintura. "Guillin. Occupe-toi de tes affaires!" Je fus surpris d'être le seul à intervenir.

Cerf s'enfuit dès qu'il le put. Nos trois individus, je me souviens parfaitement d'eux, mais je ne les nommerai que par l'initiale de leur nom: H., K., et V., très fiers de leur exploit, partirent en riant et en se félicitant d'avoir "cassé la gueule d'un sale Juif ", d'avoir réussi à lui faire un "cocard". Ils se réjouissaient déjà de voir Cerf arborer le lendemain le pourtour noir d'un de ses yeux, à la suite du coup lâchement porté. (Ils en furent d'ailleurs pour leurs frais, car la mère de Cerf sut employer une bonne méthode pour faire résorber l'hématome.) J'éprouvai en moi une énorme colère, comme je ne me souvins pas en avoir ressentie auparavant. Je me rendis au niveau du trio et les insultai copieusement, ce qui n'était pas du tout mon habitude.

Cet incident me bouleversa. Comment trois camarades de ma classe, avaient-ils pu attaquer sans motif, sinon pour son appartenance à une race, un garçon sans défense ? Je compris rapidement l'impact grave et manifeste de la propagande de Vichy sur certaines mentalités, et la responsabilité coupable et tragique de ce gouvernement, sans toutefois vouloir disculper pour autant H, K et V.

Cette histoire, qui me scandalisa, se produisit quelques jours avant la rencontre de Montoire. Ces événements raffermirent encore ma décision de "résister" et de mettre Vichy ou tout au moins Pétain et son gouvernement dans le même sac que les Nazis.

L'atmosphère du Lycée Lalande devint lourde. Le proviseur, dont je n'évoquerai pas ici le surnom, ne manquait jamais l'occasion de glorifier le maréchal auprès de chaque classe. Pour lui, ceux qui étaient soupçonnés d'être gaullistes ne pouvaient être que de "mauvais élèves". En ce qui concernait ma classe de "math-élem", il connaissait très bien les opinions "politiques" de chacun, par le professeur principal, monsieur R., qui, lui-même, était fort bien informé par son fils. Ainsi, au moins quatre garçons de ma classe étaient farouchement pétainistes, donc dangereux. Certains de mes camarades et moi-même ne nous étions pas du tout méfiés, et les conversations, certes "tendancieuses", que nous eûmes au cours des récréations, ne furent pas perdues par quelques oreilles adverses et furent rapidement rapportées à qui de droit.

Dès le début du deuxième trimestre, j'en subis les conséquences. Tous mes devoirs de math reçurent invariablement la note 7/20. Certains d'entre eux n'avaient aucune annotation, aucune correction.

Arriva en fin d'année scolaire, l'histoire, absolument véridique, de la visite que fit à ma mère la femme du préfet. Elle vint l'informer gentiment et officieusement que son mari avait reçu du proviseur une liste des élèves "gaullistes" de Terminale du Lycée Lalande. Mon nom y figurait comme le prouve le rapport de police obtenu récemment. Par la voix de sa femme, le préfet voulut ainsi informer ma mère qu'il ne voulait pas donner suite à cette affaire, mais la prévenir qu'il ne tolérerait plus de telles manifestations de mes opinions séditionnelles au lycée.

Cet avertissement fut bénéfique pour moi. Cette affaire m'enseigna la prudence. J'en conclus que la propagande au lycée, en parlant à un groupe de camarades ou même par le "bouche-à-oreille", relevait dès cette époque d'une témérité stérile, irréfléchie, qu'il fallait à tout prix éviter. Au lycée, comme pour la Police de Vichy j'étais catalogué comme gaulliste et je me rendis compte qu'en dehors du proviseur et de Mr R., j'étais peut-être jugé sévèrement par un ou deux professeurs, mais pas par tous. Je sus plus tard que monsieur Barry, professeur de physique et chimie, me défendit au moins lors d'un conseil des professeurs. Cette aide occulte, tacite, me préserva sans doute d'autres ennuis.

Pour en terminer avec la période "Lycée Lalande", il convient de préciser ici, sans vouloir faire du triomphalisme, que la destinée voulut qu'à la fin de l'année, j'eus la chance de réussir mon bac de math-élem. , alors que ne furent reçus ni le fils de Mr R. ni les trois "héros", qui n'avaient comme arguments que leurs coups de poing.

Au cours de cette période 1940-1942, ma mère, mon frère et moi continuèrent à

entretenir des relations très amicales avec une autre famille burgienne que nous fréquentions dès avant-guerre, je veux parler de la famille Fornier, dont le père, Charles Fornier, avait connu autrefois le mien. Les Fornier, dès 1940, avaient pris position. L'aîné des enfants, Bob, marié et père d'une famille déjà nombreuse, s'engagea rapidement dans le mouvement "Combat", avant de prendre des responsabilités à l'A.S., comme chef départemental. Le second, Charles, dit Go, ancien des Chars, eut une action de propagande et paya chèrement en Novembre 1943, comme son jeune frère, Pierre, sa participation à la Résistance; ils furent tous deux arrêtés et déportés à Dora.

Mais revenons au premier semestre 1941. Si mon frère et moi jetions des tracts dans les boîtes aux lettres, il arriva que la sœur jumelle de Charles/Go, Hélène, en distribua dans la rue. Elle fut arrêtée par la police municipale, et traduite devant le tribunal correctionnel de Bourg pour ce délit. Elle fut condamnée à une forte amende. Sa sœur, Norvène, remplit de nombreuses missions pour son frère aîné.

Nous nous rencontrions donc souvent au cours de cette période soit dans l'appartement de ma mère, soit dans la propriété Fornier de Revonnas, qui devint un lieu de rendez-vous gaulliste. Très rapidement le général Delestraint, avec son épouse et sa fille, devint un habitué. Un ami du général fut bientôt des nôtres, le général Desmazes, ancien officier de l'État-major du Maréchal Joffre, professeur d'Histoire à l'École de guerre et à St-Cyr, farouche Résistant, haut en couleurs, plus prudent cependant que le général Delestraint. Ce dernier nous parlait souvent de ses souvenirs de Metz, de son subordonné de cette époque et de la campagne de France de 40, le colonel de Gaulle puis général. Nous eûmes ainsi le privilège de savoir rapidement quel homme exceptionnel était le chef de la France Libre.

Dans un autre registre, le général évoquait son action à Bourg depuis qu'il y habitait. Il parvint de nombreuses fois à rassembler les anciens des chars de combat, dans le cadre, accepté et même souhaité par Vichy, des réunions d'Anciens Combattants, (où le nom du Maréchal ne pourrait être que glorifié). Le 28 septembre 1941, j'eus la chance d'entendre au restaurant Martin, sans attirer l'attention en passant par les cuisines, le discours du général destiné à ses anciens soldats et de constater leurs réactions enthousiastes. Le général avait galvanisé cette assemblée qui l'acclamait et du même coup acclamait de Gaulle, au mépris de toute prudence.

Est-ce une conséquence d'un tel spectacle? Quelques jours plus tard, je me rendis auprès du général et lui répétai ma détermination de me mettre à son service. Il me promit de ne pas oublier ma volonté de m'engager, il me fallut attendre près d'une année pour que mon désir fût exaucé. Je pris l'habitude de rendre souvent visite au général Delestraint lorsqu'en fin de semaine, je revenais à Bourg. Nous parlions de la guerre, des événements révélés par la radio anglaise, concernant les théâtres d'opération à travers le monde, en Russie, en Cyrénaïque, dans le Pacifique. D'après certaines informations qu'il me transmettait et qui ne provenaient pas de la B.B.C., j'eus bientôt le sentiment que le général était déjà en rapport avec la France Libre ou un de ses services. Les conversations que j'eus avec lui, à cette époque et plus tard à Lyon, sur le développement de la guerre, m'apportèrent beaucoup, tant en ce qui concerne mes faibles connaissances géostratégiques que géopolitiques à l'échelon mondial. Bien entendu j'évoquais, puisque j'en étais témoin dans la semaine, les difficultés de la population lyonnaise, éprouvée au cours de ce rude hiver 41-42, mais aussi les actes de Résistance qui apparaissaient de plus en plus fréquents.

Lyon, le P.C.B.

Certes, au cours de cette année 41-42, notamment à Lyon, j'eus connaissance de plusieurs de ces actes qui se multipliaient. Surtout dès l'automne 41.

En novembre de cette année, avec Pierre Coutty et Louis Jannel, je commençai ma médecine à Lyon, par le P.C.B., certificat de Physique Chimie Biologie, à la Faculté de

Sciences de Lyon, quai Claude Bernard. J'habitais dans un appartement dont une vieille cousine de ma mère était locataire et qu'elle avait délaissé, par excès de prudence, trop près, disait-elle, du pont de chemin de fer de Perrache. Elle s'était réfugiée à Bourg chez ma mère. Louis Jannel et moi entamâmes alors une cohabitation de plusieurs années et une amitié solide qui persista toujours jusqu'au décès de Louis. A la faculté de sciences je pris déjà plusieurs contacts avec de nouveaux camarades de plusieurs origines, étant donné le brassage que la guerre entraîna. Alsaciens-Lorrains qui fuyaient la zone intégrée au 3^{ème} Reich, camarades venant de la zone occupée, certains juifs. Avec la prudence que j'avais acquise au lycée Lalande, je ne me liais qu'avec circonspection, et ne parlais de mes convictions à personne. Je pris contact avec un ami de mon frère, Jacques Métivier, étudiant en licence d'Anglais à Lyon, farouchement anglophile, son père étant cuisinier français au célèbre "Savoye" de Londres.

Il vivait à Lyon avec sa sœur, madame Mc Guinness, veuve d'un pilote de la R.A.F. abattu lors de la bataille de France. Jacques me fit part de son désir de servir la Résistance. Je connus aussi Arthur Kriegel, Communiste militant, frère de Maurice Kriegel-Valrimont, il avait un contact difficile à cette époque. Je ne parlai pas facilement non plus. Nous nous retrouvâmes, Arthur et moi, plusieurs fois pendant la guerre à Lyon, à la Libération et de 1949 à 1951 à Paris, en rhumatologie.

Les contacts avec les Lyonnais de souche étaient encore fort rares.

Vers Mars 1942, les étudiants de la Fac. de Sciences apprirent que l'Orchestre philharmonique de Berlin viendrait donner bientôt un concert à la salle Rameau de Lyon, sous la haute présidence du maire de Lyon, le professeur Bertrand, pétainiste convaincu. Bientôt nous le sûmes officiellement et la location des places fut alors ouverte. Un petit groupe d'étudiants, auquel j'appartenais avec Louis Jannel, entra dans le projet du sabotage de cette manifestation allemande. Il s'agissait de louer un maximum de places à la salle Rameau à l'occasion du concert et de ne pas y assister afin que la salle restât le plus vide possible. De nombreux étudiants louèrent des places. Mais nous fûmes trahis par l'un de nos camarades de P.C.B., (appelons-le B.) dont nous ne soupçonnions que fort peu les convictions collaboratrices, en fait bien réelles. Les locations de la salle Rameau furent cassées et il fut notifié que les étudiants ne seraient admis que s'ils étaient accompagnés d'une personne âgée de plus de 25 ans. Nous sûmes que B était le responsable de ce "désastre". Il convenait désormais d'être prudent, de ne plus lui parler de nos convictions. Un surnom évocateur de cet incident devait le poursuivre fort longtemps.

Il y eut, au cours de cette année 1942, plusieurs manifestations auxquelles les étudiants participèrent de plus en plus nombreux, mêlés à des militants de mouvements clandestins organisés. Ainsi le 1^{er} Mai 1942 eurent lieu des rassemblements notamment devant la statue de la République place Carnot, au cours desquels nous chantions la Marseillaise à pleins poumons. La police intervint sérieusement et j'ai le souvenir d'une fuite éperdue, talonnés par quelques agents.

Plus sérieuse fut la manifestation, totalement silencieuse, rassemblant un grand nombre d'étudiants en Médecine et P.C.B., partant à pied de la Fac. de Médecine pour se rendre place Bellecour. Cependant, nous étions à peine parvenus à la hauteur de la place Monplaisir, cours Albert Thomas, qu'un certain nombre d'entre nous, parmi lesquels je comptais, fut interpellé par la police.

Emmené au commissariat de la Grande rue des Frères Lumière, je fus interrogé par un inspecteur qui nota mon identité, me menaça de l'internement au Fort Barraux, dans le département de l'Isère, où étaient détenus à cette époque de nombreux Résistants, gaullistes et communistes. Je fus relâché avec mes camarades, après une garde-à-vue d'une demi-heure. N'ayant jamais retrouvé les meneurs, nous nous sommes toujours demandé si celle-ci ne

correspondait pas à une provocation organisée par la police elle-même, dans le but de connaître les identités d'étudiants capables de s'opposer au gouvernement et de les décourager à participer à de tels rassemblements. Dans ce cas, nous étions bien tombés dans le piège. Je m'étais fait avoir par la police qui connaissait mon nom et mon adresse. Cependant, en ce qui me concerne, cet incident n'eut pas de suite. Je ne fus plus arrêté par la police de Vichy.

Il convient de noter qu'en début mars 1942, je vécus une journée particulière. Un samedi matin, alors que j'étais venu comme toutes les fins de semaine, passer le week-end à Bourg, je voulus me rendre chez le général Delestraint. Était-ce pour parler des événements, assez sombres, de la guerre, notamment en Extrême Orient ? Au 41 avenue Voltaire, dès mon entrée dans son bureau-salon, j'hésitai à m'imposer, étant donné qu'un capitaine, en tenue, était en conversation avec le Général. Je fus rassuré, dès que je fus présenté par le Général, comme un jeune étudiant convaincu, Résistant déterminé. J'appris qu'il s'agissait du Capitaine Gastaldo, du 2^{ème} Bureau de la 7^{ème} Subdivision. La conversation qui suivit me prouva que cet officier était un Résistant actif. Tout au long des mois suivants et jusqu'au début de juin 1943, j'aurais des occasions de le mieux connaître, de travailler avec lui, d'apprendre de lui, de remplir des missions à Lyon et ailleurs, dans les Alpes. Je serai témoin de son action au sein de l'Armée Secrète, tant lors de nos rencontres que grâce à ce que le Général m'avait révélé. Début Juin 1942, très attentif aux nouvelles transmises par la B.B.C. "Les Français parlent aux Français" j'appris avec joie la résistance héroïque de la 1^{ère} Brigade Française Libre à Bir-Hakeim. Reçu au P.C.B., le 11 Juin 1942, (de même que Louis Jannel et Pierre Coutty), après avoir fermé l'appartement du 4 avenue Leclerc, je retournai dans ma famille à Bourg-en-Bresse, où je repris immédiatement contact avec le Général Delestraint. Il me répéta sans doute que dans le cas où il aurait besoin de moi, il m'avertirait. En Juillet, comme les années précédentes, je partis à bicyclette, seul, faire un grand tour dans les Alpes et le midi.

À Lyon au service du Général Delestraint ... et année de Médecine.

Selon mes souvenirs, les derniers jours du mois d'Août 1942, après mon retour à Bourg, quelque peu prématuré du fait d'un accident peu banal, je fus averti par ma mère que le Général désirait me parler. Il m'apprit qu'il avait été pressenti comme commandant en chef de l'Armée Secrète. Bien entendu, j'ignorai alors totalement la mission de Jean Moulin "Max" en Zone Sud à ce sujet. Je sus plus tard que le Général Delestraint avait rencontré à Lyon le délégué du Général de Gaulle, lequel avait confirmé ce qui n'était alors qu'un projet. Restait l'avis définitif du Chef de la France Libre et du B.C.R.A.

Je ne pourrais pas affirmer que ce fut lors de cette rencontre, ou plus tard vers le 15 Septembre, que le Général Delestraint, appelé désormais "*général Vidal*", me prit comme agent de liaison sous le pseudo de "*Barry*" et me chargea d'une double mission urgente à Lyon.

- En premier lieu, puisque l'État-major de l'Armée Secrète allait être appelé à siéger à Lyon, il apparut indispensable que le Général ait un domicile clandestin dans cette ville. Je fus chargé de le trouver. Ce qui me fut facile, puisque l'appartement de la cousine de ma mère était assez vaste pour abriter le chef de l'A.S. lors de ses séjours lyonnais. La plus belle chambre lui fut bien entendu réservée. Il devait l'occuper de plus en plus souvent dès l'automne 1942, et du premier semestre 1943. Ce domicile clandestin devait initialement n'être connu d'aucun membre de l'État-major, à l'exception du fidèle capitaine Gastaldo "*Galibier*", dont je reparlerai souvent.

- Plus difficile fut la seconde mission: elle consistait à organiser la réception du courrier de "*Vidal*" et à l'acheminer le plus rapidement possible vers lui. Ainsi il me fallut trouver rapidement une boîte aux lettres clandestine, pas trop éloignée de sa résidence, afin que je puisse sans retard relever cette boîte et qu'il en prenne rapidement connaissance, au moins lorsqu'il restait à Lyon.

Il était, bien entendu, exclu d'utiliser notre propre boîte aux lettres du 4 avenue Leclerc. En placer une dans l'entrée d'un immeuble ne serait absolument pas toléré, ni par la concierge ni par les colocataires; d'ailleurs cette solution éveillerait immédiatement la suspicion. Il me fallait trouver quelqu'un, gaulliste au moins sympathisant, qui accepterait de prêter sa propre boîte. Je ne connaissais alors que bien peu de lyonnais. Je ne pouvais pas me fier alors à un camarade de faculté. Ceux qui me semblaient être résistants étaient trop engagés pour prendre un autre risque bien réel. Les autres... Je n'étais sûr de l'opinion d'aucun.

Je me souvins alors de Jacques Métivier, étudiant à la faculté de Lettres, préparant une licence d'anglais, résistant de cœur, de conviction, mais Jacques n'adhérait à aucune formation de Résistance, n'avait encore aucune activité, malgré son ardent désir d'y participer. Je me rendis à la Bibliothèque Universitaire (B.U.). J'étais certain de l'y trouver tous les soirs à partir de 17 heures. Nous nous isolâmes facilement et nous eûmes une longue conversation. Il accepta immédiatement de mettre sa boîte aux lettres, sise au 57, rue de la Thibaudière (Lyon 7^{ème}) à notre disposition. Il m'assura qu'il était le seul à l'ouvrir et que d'ailleurs lui seul en possédait la clé. Il fut convenu que chaque soir, je me rendrais à la B.U. Il m'y remettrait le courrier. Un point de crayon rouge, en haut et à gauche de chaque enveloppe, signe que tous les expéditeurs devaient porter sur leur courrier. Bien entendu, aucune lettre ne devait être ouverte. Il comprit fort bien qu'il m'était impossible de lui dévoiler ni le nom ni la fonction du destinataire. Je lui parlai des risques encourus, réels puisque chaque correspondant connaissait son adresse. Il accepta cependant de servir.

Ce système s'avéra efficace. Tous les soirs, Jacques Métivier me remettait le courrier à la B.U., qui était proche de notre domicile, 4, avenue Leclerc. Ces lettres, pointées de rouge, étaient remises le soir même au général "Vidal". Bien entendu, lorsque celui-ci s'absentait de Lyon, je conservais le courrier par-devers moi, jusqu'à son retour. Cependant parfois le Général qui attendait un message important, mais avait le projet de retourner dans sa famille, m'enjoignait de lui apporter la missive urgente, à Bourg. Je prenais alors le premier train du matin pour revenir à Lyon quelques heures plus tard. Je ne fus jamais contrôlé par la police au cours de ces trajets. Un jour mon réveille-matin me fit la farce, idiote, de ne pas sonner à 5 heures. Je ratai le train prévu et pris le suivant. Mon arrivée, avec deux heures de retard, ne fut pas glorieuse. "Vidal" m'attendait. Je crois bien que ce fut la seule fois où il me réprimanda. L'organisation du courrier capota en avril 1943 après six mois de bons et loyaux services.

À la faculté, les contacts, sur la question "Résistance", avec les camarades de mon année, se faisaient toujours très prudemment. Je connaissais quelques sympathisants, mais je ne parvenais pas à déceler en eux la moindre détermination. Cependant j'eus la certitude d'une opinion globalement favorable le mercredi 11 Novembre 1942, sombre journée de l'invasion de la zone sud, par les armées hitlériennes. La T.S.F. nous informa dès 7 heures du matin. En partant tôt à la faculté de médecine, je ne vis encore aucune estafette motocycliste, aucun camion de la Wehrmacht. Nous avions, à la faculté de médecine, un cours de chimie organique. Le professeur Florence prit immédiatement la parole. Son discours qui dura environ vingt minutes peut se résumer ainsi:

"Messieurs, il y a 24 ans aujourd'hui l'Allemagne demandait l'armistice. Nous avons su vaincre un ennemi qui nous avait agressés quatre ans auparavant. Aujourd'hui après notre défaite de 1940, il vient de rompre l'armistice signé qui nous garantissait une zone non occupée. Voilà comment l'on peut se fier à la parole de l'Allemand. Ne perdons pas confiance, la France redeviendra libre. Surtout, vous jeunes, ne vous soumettez jamais."

À l'exception de quelques étudiants indignés qui prirent la porte, l'intervention du professeur Florence fut saluée par un tonnerre d'applaudissements, suivi d'une Marseillaise dont les paroles devaient être profondément comprises avec leur sens initial.

Amertume peut-être. Colère surtout, ressentie cette soirée du 11 Novembre 1942, lorsque, revenant en ville notre tram fut stoppé par un motocycliste allemand, pour laisser passer en priorité une longue colonne de véhicules, la plupart blindés, de la Wehrmacht, qui emprunta le vieux pont de la Guillotière. Premier spectacle de la toute-puissance de l'occupant, auquel nous n'étions pas encore habitués en Zone Sud. Cependant cette affliction fut atténuée par l'image récente de cet amphithéâtre d'étudiants refusant la soumission. Certes, la scène à laquelle je venais d'assister ne signifiait pas que tous mes camarades étaient déterminés à résister, loin de là. Ils étaient peut-être tous convaincus à la suite du bref discours du professeur Florence, mais la plupart étaient des attentistes, de même, certes, que la majorité des Français. Ce sera confirmé ... Il ne sera pas question de leur en tenir rigueur.

Le général "Vidal" me présenta, en Novembre et en Décembre 1942, à plusieurs membres de l'État-major de l'Armée Secrète, et à nouveau je rencontrai le Capitaine Gastaldo, qui me donna un pseudo, à usage interne, que je connaissais déjà depuis mars, alors chef du 2^{ème} Bureau. Il me donna un pseudo, à usage interne, "Mercur". Je fis entre autres rencontres la connaissance de François Morin-Forestier, chef d'État-major jusqu'en mars 43.

Au cours de la première période de mes activités, j'eus de fréquents contacts avec le capitaine Gastaldo¹. Avec l'accord de Vidal, fin Novembre, il vint plusieurs fois entamer ma propre formation d'agent secret. Il m'enseigna des principes élémentaires, cependant tous importants qui me servirent alors et plus tard lorsque je fus totalement clandestin. N'exerçant plus son activité à la Subdivision de Bourg, depuis le 27 Novembre, Gastaldo "Galibier" consacrait tout son temps au renseignement de l'A.S. Je le vis souvent avenue Leclerc revenant de parcourir la France, établissant des relais de renseignement un peu partout, entamant déjà ses contacts avec la Suisse.

Avec l'accord du Général, il m'envoya accomplir plusieurs missions au cours de l'hiver et du printemps 1943.

Par ailleurs, si Gastaldo "Galibier" connaissait le domicile de "Vidal", il n'en était pas de même pour les autres. Tout au moins, je le crus jusqu'au 10 décembre.

Ce soir-là, revenant au 4 Avenue Leclerc, avec le courrier dans ma serviette, je fus surpris de trouver devant la porte palière de l'appartement, (rez-de-chaussée surélevé d'environ dix marches) un homme que je ne connaissais pas encore, longiligne, vêtu d'un imperméable sombre, chapeau mou, lunettes, moustache.

Il venait apparemment de sonner à la porte. Vainement. M'entendant arriver, il se retourna sans voir la première marche descendante qu'il manqua. Il dévala dangereusement cet escalier. Je le reçus dans les bras ! Il s'agissait de Morin "Forestier"² le chef d'État-Major, qui

¹ Le capitaine Gastaldo/Galibier, mû par une énergie rare, donna toute sa détermination et son courage à la cause de la Résistance française. Officier breveté, il fut cité plusieurs fois en 39/40 pour ses actions dans les Corps Francs et au SR, division tchécoslovaque où il fut affecté. On lui refusa l'embarquement pour l'Angleterre avec les Tchèques. Sanctionné pour avoir essayé de camoufler des armes puis pour ses opinions purement gaullistes, il fut finalement rayé du tableau d'avancement. Affecté au 2^{ème} bureau de la Subdivision de Bourg-en-Bresse, il se retrouva dans un élément bien connu au cours de sa carrière. Il interrogea notamment les prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne et qui, après la traversée de la ligne de démarcation, transitaient par Bourg. Adhérent à "Combat", après sa rencontre avec son camarade de l'École de Guerre, Henri Frenay, il s'occupa naturellement du Renseignement. Dès qu'il rencontra le Général Delestraint, il vit en lui le chef militaire de la Résistance qu'il espérait. Les contacts entre eux se multiplièrent. Nous en connaissons la suite.

² Ancien polytechnicien, François-Morin, dit Forestier, entra à "Combat" par l'intermédiaire de Michel Brault. Très apprécié par Henri Frenay/Charvet, il fut en fait imposé par celui-ci en tant que chef d'État-Major de l'A.S. Je compris vite que "Combat" représentait le mouvement de Z.S. le mieux structuré, dont l'organisation militaire était déjà en place. Vidal, au début de son commandement, ne disposait pas d'officiers résistants, capables de prendre une responsabilité dans l'E.M., en dehors de Gastaldo Morin-Forestier fut donc accepté au moins provisoirement comme chef d'E.M., mais continua à travailler avec Frenay. Ceci créa une situation ambiguë au sein de l'A.S. naissante. Je m'en rendis compte.

désirait rencontrer le général. Je devais revoir plusieurs fois cet homme, ancien polytechnicien, placé, sinon imposé, à ce poste par Henri Frenay.

Vidal me demanda, dans mes temps libres, de l'accompagner à certaines occasions, notamment lorsqu'il avait un rendez-vous en ville. Ce fut ainsi que je pus rencontrer plusieurs personnalités de la Résistance. Aubrac, Fassin et d'autres. Je conserve le souvenir de ce jour de janvier 1943 au cours duquel nous retrouvâmes à nouveau François Morin "*Forestier*", place de la République. Dans des occasions analogues je fus présenté à *Max*, délégué du Général de Gaulle. Je saurai bien plus tard son nom: Jean Moulin. Sa détermination tranquille, son autorité m'impressionnèrent à chaque rencontre, telle celle d'Avril 43. Nous en reparlerons.

En janvier, me semble-t-il, je fis la connaissance de Raymond Fassin "*Sif*", officier du BCRA, plein d'allant parachuté avec *Max* l'année précédente. En Angleterre se fit sa formation de la clandestinité, de la technique radio de l'époque... Tout cela me fascinait. Cet homme de valeur fut déporté par les allemands, en Zone Nord, en Octobre-Novembre 1943. Il mourut en déportation. Quant à André Lassagne je ne le connus pas avant fin mars 43.

Je continuai mon rôle d'agent de liaison, chargé du courrier, sans grandes difficultés, en me rendant, à cette époque, assez rarement à Bourg-en-Bresse, porteur d'un message destiné au général *Vidal*. Je fis plusieurs missions à Grenoble, et plus loin encore, début février 1943, afin de porter des plis concernant la naissance du maquis du Vercors. Le Général m'avait appris en janvier qu'il partirait bientôt avec *Max* à Londres. Il me donna ses instructions. Pendant son absence, (signe de sa grande confiance en Gastado "*Galibier*") je devais continuer à relever le courrier, tenir *Galibier* au courant de tout surtout en cas d'incident, même bénin. D'ailleurs celui-ci me rendit visite certains soirs.

Dans la nuit du 14 au 15 février, près de Villevieux (39) deux Lysander de la R.A.F. enlevèrent *Max* et *Vidal* pour Londres. J'ai vivement regretté de n'avoir pas pu me rendre au terrain de décollage. Pendant son séjour à Londres, on lui attribua le pseudo de *Mars*.

Vidal m'avertit qu'il m'enverrait un message B.B.C. (sous mon pseudo: *Mercur*). En fait *Vidal* fit lancer au moins trois messages par la B.B.C.:

-Le premier destiné à sa famille, lorsqu'il arriva à Londres, le 15/02/43.

-Le 2^{ème} message adressé aux responsables du Vercors passa à 19h15 et 21h15 les 25, 26 et 27/02: "*Les Montagnards doivent continuer à gravir les cimes*"

Très explicite pour les initiés, il signifiait que le projet "*les Montagnards*" était retenu par la France Libre, le Comité Français.

-Le 3^{ème} message m'était destiné. Il passa à la B.B.C., les 26, 27 et 28/02, aux mêmes heures: "*de Mars à Mercur: La diplomatie mène à tout*".

René Fallas de Valenciennes, vice-président national des Médailleurs de la Résistance, en retrouva récemment le texte. Je l'avais oublié. *Mars* était effectivement le nom que les Français de Londres, notamment le B.C.R.A. et Jean Moulin "*Rex*", employaient pour désigner *Vidal*, soit dans les textes des "câbles", soit dans ceux des messages B.B.C. Je crois me souvenir que ce message voulait dire que *Vidal* avait obtenu ce qu'il souhaitait, à savoir non seulement la reconnaissance du Vercors, sa tutelle directe et unique à de Gaulle, au Comité Français, par l'intermédiaire du délégué, *Rex*, et enfin la promesse par les Alliés d'un armement (ultérieur) de l'A.S. Quoiqu'il en fût, j'en fis part rapidement à *Galibier*, et au général Desmazes, "*Richard*" son adjoint.

Au cours de cette période, mes activités furent réduites, en dehors du courrier que me transmettait Jacques Métivier et que je cachais par précaution. Je reçus, le 18 mars, la visite de *Galibier*, qui m'apprit le désastre survenu le lundi 15 mars, l'arrestation du chef d'État-Major. François Morin "*Forestier*", de plusieurs membres de l'E.M. par la police française. Et

la saisie par la police des archives constituées par *Forestier* sur l'A.S. *Galibier* m'apprit sa propre arrestation à la boîte aux lettres Balzac. 59. rue de l'Hôtel de Ville et sa relaxe immédiate. En m'exhortant au silence complet dans le cas de ma propre interpellation, possible si un détenu venait à parler, ce qui n'arriva pas, il me donna encore des recommandations au sujet du courrier, que je lui remis, si ma mémoire est bonne.

Le général revint de Londres deux jours plus tard, le samedi 20 mars, il me convoqua chez lui, à Bourg, le dimanche, avec Bob Fornier et Rémond Charvet³. Ce fut alors "le coup de poing en plein estomac", d'après la propre expression de *Vidal*. À savoir l'époque du débarquement non pas en 1943, comme nous l'espérions tous, mais au printemps 1944. Il nous apprit aussi que le général de Gaulle lui avait demandé d'assurer le commandement de l'A.S. sur l'ensemble de la France. Quant aux arrestations du 15 mars et de la saisie des archives de Morin "*Forestier*", il était déjà au courant par *Galibier*.

Dès le lendemain, lundi 22, *Vidal*, ne dépendant que du Général de Gaulle, donc de *Max*, reprit son commandement à Lyon. Le soir même, il m'annonça que désormais je serai son secrétaire personnel, chargé de missions d'abord à Lyon et dans la région lyonnaise tant que je n'aurais pas terminé mon année, et passé mes examens. Ensuite, je travaillerai à temps plein pour lui et l'E.M., tant à Lyon qu'à Paris. Je lui apportai mon entier accord, acceptant volontiers l'interruption provisoire de mes études médicales. Je ne me doutai pas que je me trouverai bien en rupture universitaire, mais pour une toute autre raison.

À cette époque je remplis quelques missions à Grenoble, en Vercors, dans l'Ain.

Dès lors le Général recomposa son État-Major, Gastaldo, promu commandant par le Général de Gaulle, y cumula deux fonctions, l'une qu'il exerçait déjà, chef du 2^{ème} Bureau de l'A.S., l'autre provisoire, chef d'État-Major en attendant l'arrivée promise de Londres d'un Lieutenant-colonel que *Vidal* espéra vainement. Il fallut nommer un adjoint au 2^{ème} bureau, afin que *Galibier* puisse subvenir à toutes ses fonctions. Nous vîmes arriver un homme aussi sympathique qu'efficace, André Lassagne, professeur agrégé d'italien au lycée du Parc. De dix ans mon aîné, il fit tout pour m'aider dans mes nouvelles fonctions. Ainsi profitant des conseils d'*André*, et de *Galibier*, lorsqu'il était à Lyon, ainsi que de la bienveillance du général, je parvins à remplir mon rôle correctement, du moins je l'espérais.

Je n'ai rencontré *Max* que quatre à cinq fois, peut-être davantage, je ne puis le préciser.

Je ne connaissais de lui que sa fonction, délégué du Général de Gaulle, et son pseudo, *Max*. À partir de cette époque je me rendis plusieurs fois à son secrétariat clandestin, place des Capucins, la première fois en compagnie de *Vidal*. Il me présenta. Je fis la connaissance de Tony de Graaff, son secrétaire fixé à Lyon, à l'inverse de Daniel Cordier, préparant déjà à Paris le transfert de la délégation. Début avril, *Vidal*; après un bref séjour en Vercors, partit à Paris pour prendre contact avec tous les responsables militaires de la Z.N. Je ne m'occupai pendant ces périodes que du courrier.

De la période lyonnaise suivante, je conserve un souvenir privilégié du jeudi 22 avril. Je raconte dans mon livre cette rencontre, place Carnot. J'accompagnai mon chef qui y avait rendez-vous avec *Max*; celui-ci exposa l'intérêt du C.N.R., "le geste de la France".

Le courrier relevé uniquement par mon ami Métivier (jamais par sa sœur) m'était toujours transmis à la B.U., et ne connut aucun retard jusque vers le 23 avril.

Lors des congés universitaires de Pâques. Jacques Métivier s'absenta quelques jours en oubliant de me prévenir et, plus grave, d'informer sa sœur de la présence, dans sa boîte, de

³ Cette rencontre chez le général Vidal à Bourg, dont je me souviens parfaitement, est, confirmée par l'interview qu'en firent R. Charvet et Bob Fornier à madame Appleton après la guerre (A.N. 72 AJ/36. Fonds A.S.3).

certaines lettres à ne pas ouvrir. À son retour, il m'avoua qu'ayant trouvé une lettre avec un point rouge, madame Mc Guinness l'ouvrit, ne comprit rien à son contenu. Dès que son frère revint elle l'interrogea. Celui-ci, finalement, lui avoua son action dans la Résistance. Effrayée, sa sœur, aînée, le supplia de donner sa démission (ou le lui imposa). Jacques me demanda d'accepter son immédiat et irrévocable désengagement. Je ne pus pas lui apporter mon accord. Il me fallut immédiatement prévenir le général, fort mécontent, et ses principaux correspondants, devenus alors nombreux. Je mis en route rapidement, grâce à un de mes camarades de faculté demeurant dans le quartier de la Villette, un nouveau service de courrier qui ne fonctionna que six semaines, puisqu'il devint caduc dès l'arrestation de *Vidal*.

Depuis fin mars 1943, mes fonctions auprès du général devinrent plus intéressantes. En tant que secrétaire personnel de *Vidal*, j'eus la chance de faire la connaissance de certaines "personnalités" de la Résistance. Ainsi j'assistai comme auditeur, à des réunions A.S.- O.R.A., avec mission de me souvenir des principaux points débattus, sans aucune note. Avec *Vidal*, nous reprenions le soir tout ce qui avait été débattu. À une réunion, je rencontrai un général. J'appris bien plus tard qu'il était le général Lenclud de l'E.M. de l'O.R.A. Fin juin je le revis à nouveau; il s'inquiéta de mon sort, me mit en garde. Nous évoquerons cette rencontre plus loin. Avais-je alors conscience du danger qui me menaçait?

Nous nous rencontrions parfois au café "Le Touring " à l'angle du quai Claude Bernard et de l'avenue Berthelot, avec certaines personnalités de la Résistance ou des membres de l'E.M. Lieu de nos rendez-vous habituels avec André Lassagne, homme étonnant, sachant allier sa compétence, sa parfaite lucidité à sa bonne humeur, à sa souriante gentillesse.

Les tragédies de Juin 1943.

Fin Mai, le Général *Vidal* m'apprit qu'il devait se rendre à Paris, les premiers jours de juin. Entre autres motifs, il devait mettre en rapport les dirigeants militaires de la Z.N. avec le responsable de Résistance-Fer, René Hardy "*Didot*", issu de "Combat". Celui-ci, imposé par Henry Frenay, faisait aussi partie de l'État-Major de l'A.S. au 4^{ème} bureau. Je connaissais donc ce projet ainsi que les fonctions de *Didot*, sans l'avoir jamais rencontré.

Mes examens de médecine approchant, je ne remplis que peu de fonctions à cette époque. Je rencontrais cependant chaque soir *Vidal*, et lui remettais le courrier.

Un souvenir précis: le mercredi 2 juin, veille de l'Ascension qu'il devait passer auprès de son épouse à Bourg. Le soir, nous prîmes ensemble le train. Au cours du trajet il me parla du risque de sa propre arrestation et me demanda si ma mère avait dans son appartement une chambre disponible pour l'y recevoir cette nuit. Bien sûr ma mère accepta et nous le vîmes arriver après le dîner. Tout était redevenu calme lorsqu'un coup de sonnette nous alerta. Il était près de 23 heures. Par une petite fenêtre adjacente à la porte, on pouvait voir qui se trouvait sur le palier. Je reconnus Bob Fournier accompagné d'un homme. Bob venait demander à ma mère de loger pour la nuit un aviateur britannique en transit. Cette situation s'était déjà produite et réalisée sans difficulté. Ma mère se disposait à accepter, lorsqu'on vit arriver le général. Il connaissait bien Bob. Il lui fit comprendre qu'il n'était pas possible d'augmenter les risques. Sa propre sécurité, du fait de ses fonctions, primait. Bob trouva un autre gîte pour le pilote anglais.

Un événement banal qui revêtit pour moi une certaine importance. Le vendredi 4 juin, le général me demanda de l'accompagner Cours de Verdun, devant Perrache. Il avait un rendez-vous avec son chef de cabinet, Henri Aubry "*Thomas*", (un adjoint d'Henry Frenay, chef de "Combat"). *Thomas* savait alors que le message, indiquant le lieu et l'heure du rendez-vous parisien avec *Didot*, était aux mains des Allemands. Il ne prévint pas *Vidal* du grand danger et le laissa partir à Paris. Je suis donc témoin de ce qui est, au moins, une négligence coupable, voire une trahison, *Thomas*, en 1948, au cours de l'instruction du second procès

Hardy, admit bien qu'il m'avait rencontré ce jour-là: 4 juin.

"Pendant le séjour du général à Lyon. début juin 1943 j'ai vu avec lui son agent de liaison et secrétaire particulier. Je ne puis affirmer s'il s'agit du nommé Guillin"

Je fus donc témoin de cette négligence coupable qui est la cause de l'arrestation de *Vidal*.

Le lendemain, samedi 5 juin, j'accompagnai *Vidal* au train de Paris, à Perrache. Je ne le revis plus jamais. Nous savons qu'il fut arrêté à Paris, le 9 juin à 9 heures, au métro "La Muette", lieu de rendez-vous connu de la Police allemande.

À Lyon, les examens de Médecine se passèrent du lundi matin 7 au vendredi soir 11, sans discontinuer. Je fus reçu. Fatigué, je me couchai ce soir-là et m'endormit lourdement comme on dort à cet âge. Je fus réveillé vers 8 heures, le samedi 12, par des coups de sonnette itératifs. Ma mère arrivait de Bourg par le premier train pour m'annoncer l'arrestation du général. Elle le savait par madame Delestraint, à la suite de la perquisition du jeudi 10. Je partis rapidement prévenir *Max*, en me rendant au secrétariat de la place des Capucins. Celui-ci, effondré par la nouvelle, m'ordonna de disparaître, étant donné que j'allais me faire arrêter selon toute vraisemblance, et de n'avoir aucun contact avec le secrétariat. Je lui précisai que j'étais disposé à partir à Paris prendre des informations sur sa détention. L'après-midi, il me fit confirmer son ordre de disparaître par Tony de Graaff, son secrétaire du bureau de Lyon.

Je mis un message dans la boîte d'André Lassagne en lui donnant un rendez-vous au lieu habituel (le Touring), pour le lendemain matin, dimanche de Pentecôte. Atterré, André m'écouta, réfléchit un moment avant de me donner la mission d'aller à Paris, y prendre des informations sur le lieu de détention de *Vidal*. Il ignorait l'adresse d'"Alain" Daniel Cordier. Dès le lendemain matin, après avoir fermé l'appartement de l'avenue Leclerc, je me rendis à Bourg, où je mis au courant le Général Desmazes "*Richard*", adjoint de *Vidal*. Prudemment et indirectement, je pris contact avec madame Delestraint. Elle me conseilla de me mettre en rapport avec sa fille ainée et son gendre, madame et monsieur Dupont, demeurant à Dreux, déjà au courant de l'arrestation, qui, peut-être, savaient quelque chose.

À Paris le mardi 15, sans m'y arrêter, je pris, à Montparnasse, le premier train possible pour Dreux où j'arrivai le soir. (J'y assistai à un combat entre un Messerschmitt et un Spitfire à l'avantage de ce dernier). Les Dupont savaient que le général (il avait donné l'adresse de sa fille comme personne à prévenir) avait été transféré à la villa de Neuilly/Seine, qui portait le nom du chef de l'Amt IV pour la France, Boemelburg). *Vidal* y resta quelques jours seulement. Revenu à Paris j'envoyai à André Lassagne la lettre prévue, dans laquelle la date du R.V. parisien, et non le lieu (convenu auparavant).était précisée. Trois jours possibles, les 22, 23 et 24 juin. Le repérage de la villa Boemelburg se fit rapidement. A la même heure, les trois soirs j'attendis en vain.

Ce 24 juin au soir je pris le dernier train possible pour me permettre d'être à Lyon à l'examen clinique (devant remplacer l'externat selon la volonté de Vichy). Je travaillai toute la nuit dans le train. Après l'examen, (dont les péripéties furent rapportées ailleurs), je voulus rencontrer André Lassagne. J'ignorai, bien sûr, les arrestations du 21 juin à Caluire. Projetant de mettre au moins un message dans la boîte aux lettres d'André, (sinon de sonner à sa porte), dont je connaissais bien le domicile au 302 cours Lafayette, je vis devant cet immeuble, au bord du trottoir opposé, une traction noire suspecte. À côté, un homme, au chapeau mou, m'apparut le parfait complément d'un environnement hautement dangereux. Je pris un tram N°3 dont la marche modérée me permit de l'attraper. L'arrestation d'André était évidente. Il me fallut alors redoubler de prudence et surtout respecter la consigne que m'avait donnée *Max*, ne plus me rendre à son secrétariat, ni d'ailleurs à d'autres appartements secrets que j'avais été amené à connaître. Afin de contacter un membre de l'État-Major, ou autre résistant, connu de moi, il me restait, à mon sens, une seule possibilité: la rencontre fortuite.

Je parcourus donc les avenues, les rues et places de Lyon, en quête d'un hasard aléatoire. Je ne reconnus personne les premiers jours. Après un court week-end à Bourg, au cours duquel je tins à rendre visite à l'adjoint du Général Delestraint (le général Desmazes) qui ne quittait guère Bourg en Bresse et savait peu de choses, ce ne fut que le 29 ou 30 juin que je rencontrai au cours de mes pérégrinations lyonnaises le général Lenclud, que j'avais connu lors des contacts A.S.-O.R.A. Nous échangeâmes nos informations. Il m'apprit que le chef de l'O.R.A., le général Frère, avait aussi été arrêté et qu'une vaste opération menée par la Gestapo en banlieue de Lyon, avait permis aux Allemands d'appréhender de nombreux chefs de l'A.S. ainsi que le délégué de de Gaulle. Il termina en se préoccupant de mon sort. Il me conseilla vivement de quitter Lyon, mon arrestation s'avérant plus que probable. Je souhaitais vivement être pris en charge pour être emmené à Londres ou à Alger, ne serait-ce que pour demander ou apporter des informations sur le sort du Général. Il m'apprit qu'à cette époque il ne connaissait aucune filière pour gagner l'Algérie. Cependant, me précisa-t-il "*N'attendez pas d'en avoir une. Quittez Lyon*". S'ajoutant à l'injonction que m'avait donnée Max le 12 juin, la recommandation de ce général me fit admettre que le danger était réel. Après avoir fermé l'appartement du 4 avenue Leclerc, je partis donc à Bourg, chez ma mère, pour y passer deux ou trois jours.

Par chance, j'avais échappé aux premières recherches de Barbie, sans m'en rendre véritablement compte. J'aurais voulu remplir ma mission, savoir où le Général était détenu et connaître les conditions de détention. Mes amis de Bourg-en-Bresse, (Bob Fornier en particulier) ma famille me poussaient à quitter la région. Ce fut à contrecœur que j'en pris la décision.

Une seconde partie de ma vie de Résistant allait commencer, avec, certes, moins de responsabilités, mais plus complète, par la clandestinité⁴ qu'elle m'imposa.

Souvent, mes auditeurs me demandent si au cours de ce mois de juin 1943 j'avais eu peur. Je dois avouer que j'ignorais alors que mon véritable nom était connu du SicherheitDienst de Lyon et que j'étais recherché. Le 4 avenue Leclerc n'était pas encore révélé à la police allemande. Ne sachant rien et malgré les mises en garde je n'avais pas peur au cours de ce mois de juin. Cette peur viendra plus tard. Une certaine inconscience explique le retard que je mis à quitter l'appartement de l'avenue Leclerc et Lyon.

⁴ Récemment, un enseignant demandait à un jeune de 16 ans "Qu'est-ce un clandestin?" La réponse fut immédiate. "C'est un sans-papier" Devant cette déviation du véritable sens du mot, il convient de préciser que la clandestinité du Résistant de 40-44 incluait une véritable autre vie Il était muni de faux papier, il était un autre homme, il avait parfois, en couverture, un autre travail, mais restait un Résistant à part entière.

PARCOURS 40-44.

Seconde Partie (Juillet 1943 - Automne 1944)

Mes examens terminés, après être resté à Lyon jusqu'au 1^{er} Juillet, je me rendis donc à Bourg, chez ma mère, où je restai près de deux ou trois jours. Le 4 Juillet était la date prévue de mon incorporation obligatoire aux Chantiers de Jeunesse. Je décidai de m'y rendre (Groupement 8, en Savoie dans le massif des Bauges). Mon frère, Denis, y était depuis deux ans. Il était devenu "assistant" (lieutenant) et connaissait fort bien le chef du groupement. J'espérai, loin de Lyon et de Bourg, éviter les recherches policières allemandes.

Les Chantiers de Jeunesse. La désertion.

J'eus tort. Ma "carrière aux Chantiers" n'atteignit pas les trois semaines. J'en garde le souvenir d'un séjour où mon estomac ne me laissa pas tranquille tant il était tourmenté par la faim. Une faim chronique que tous les jeunes du groupe d'Aillon ressentaient, d'autant plus qu'il fallait pratiquer des exercices de force. On me bombardait immédiatement chef d'équipe. Et il fallait donner l'exemple de la résignation tout en parvenant, mon équipe et moi, à des performances sportives variées et en nous imposant aussi un métier auquel aucun d'entre nous n'était exercé: le terrassement, sur un site particulièrement pentu, rocailleux.

Ma désertion ne fut motivée ni par ces restrictions alimentaires, ni par les exercices physiques épuisants auxquels nous étions soumis, mais par la descente de la police allemande chez ma mère à Bourg. Quand les sbires du Kommando du S.D. de Bourg vinrent m'arrêter, ma mère les croisa dans les escaliers. Elle comprit aussitôt qui ils étaient et qu'ils venaient me chercher. Elle continua à descendre jusqu' au rez-de-chaussée et écouta depuis la cage d'escalier. Elle entendit parfaitement ces gens qui me demandaient. Elle entendit la réponse de la dame qui leur avait ouvert la porte et qui crut devoir leur dire que je me trouvais au Groupement 8 des Chantiers de Jeunesse dans les Bauges, "au-dessus d'Aix-les-Bains" précisa-t-elle. Sans remonter, ma mère se hâta d'aller prévenir Bob Fornier, ami de la famille et, à cette époque, chef de l'A.S. départementale, il expédia un agent de liaison de Bourg, dont je ne sus jamais le nom, en lui confiant sa propre moto. Cet agent fit le trajet de Bourg-en-Bresse au Châtelard-en-Bauges. Ayant demandé à voir le nommé Guillin, on avertit logiquement mon frère Denis, qui rencontra le motocycliste. En avalant un petit casse-croûte bien mérité, celui-ci raconta à Denis les événements de la matinée. Dès qu'il fut informé du danger qui me menaçait, d'autant plus grand que la Gestapo savait maintenant où me trouver, il se rendit auprès du Chef de Groupement, dont il connaissait bien les opinions pro-gaullistes. Ce grand responsable du groupement 8 conseilla lui-même la désertion. Je n'étais pas encore averti. Mon "Groupe" était situé à Aillon-le-Vieux, assez loin du Châtelard.

Peu de temps avant midi, on me fit demander au P.C. du Groupe. On avait été prévenu téléphoniquement de "mon cas", en prenant le faux prétexte de ma mère malade. On me nourrit bien (il y avait longtemps que je n'avais pas si bien mangé. Un bon souvenir). Et mon frère vint me chercher à vélo, en conduisant un autre, comme on savait alors si bien le faire.

Je désertai. Pour éviter d'être pris à ma place, mon frère quitta aussi les Chantiers en donnant sa démission. Après quelques jours d'incertitude, nous pûmes profiter de l'accueil extraordinaire de madame Vigne, tenancière d'un petit hôtel, près de la gare d'Aix. Elle réservait toujours une chambre au dernier étage pour les Résistants. Mais si le gîte était assuré le "couvert" ne l'était pas. Nous restâmes quelques jours à Aix, au cours des quels nous mangeâmes fort légèrement. Il fallut, pour prendre des informations sur un maquis possible, se rendre, pour la journée, à Rumilly, où pour une fois, nous avons pu faire un bon repas, et acheter quelques boîtes de "Lait concentré sucré", qui constituèrent deux ou trois repas.

Le Maquis.

Par une filière à laquelle il appartenait et par le Chef de Groupement, qui le poussa vivement à accepter. Denis me parla d'un maquis de l'A.S. en Savoie, en Maurienne, dont il avait les coordonnées. Je l'ignorais. J'évoquai la possibilité de gagner les maquis de l'Ain, ce que j'aurais préféré, mais devant l'insistance de mon frère aîné, et démuné de faux papiers d'identité valables, je le suivis et nous débarquâmes dans un maquis en pleine formation, (dont le commandement fut confié à mon frère), au-dessus des "Chavannes-St Rémy". Notre présence en ce beau site devait être provisoire. Nous étions destinés à un autre maquis. On nous préviendrait par l'intermédiaire d'un responsable de l'A.S. à St Rémy. Une grande marche en montagne nous y mena. Je fus chargé du service de santé. À plus de 1700 m. d'altitude, près des "Grands Moulins" nous dominions la belle vallée de la Maurienne; nous disposions d'une grange d'alpage pour nous abriter à l'orée d'une forêt. Nous y trouvâmes une vingtaine de réfractaires au S.T.O. provenant de régions assez variées, notamment de la région parisienne. Je me souviens de l'un d'eux, tourneur chez Renault à Billancourt qui avait pris le train Paris-Modane, sans savoir où il irait. Nous nous nourrissions de légumes secs, de pâtes et de viandes de mouton séchées, mon frère exerça ces nouveaux maquisards aux rudiments du "voir sans être vu", du b.a. ba de la guérilla, d'un "maniement d'armes sans armes". (à l'exception d'un vieux fusil de chasse). Je fus chargé du service de santé... et de la cuisine. La notion des proportions m'était tout à fait étrangère. Pas assez de pâtes alimentaires, trop de sel, et d'autres subtilités que j'appris pour éviter des reproches ... mérités. Mon frère, un des nôtres et moi-même fûmes convoqués un jour dans la vallée par un responsable du secteur qui nous apprit le maniement du "Plastique" en vue du sabotage des voies ferrées. Nous redescendîmes deux jours plus tard, pour parfaire nos compétences. Notre équipe participa à quelques sorties prudentes en forêt, jamais dans la vallée en dehors des obligations de notre formation. Nous ne rencontrions que quelques bûcherons, munis d'énormes cognées. Ils venaient parfois nous rendre visite au camp. De vrais et rudes savoyards en qui on pouvait avoir confiance et vers qui allait notre reconnaissance. Août s'écoula sans aucune alerte sérieuse.

Le 1^{er} ou 2 Septembre, un signe, convenu d'avance, provenant du village et visible aux jumelles qui nous avaient été confiées, nous alerta qu'un message nous attendait. Mon frère et moi descendîmes donc de notre nid d'aigle pour apprendre que notre camp était dissous. Nos camarades furent dispersés dans d'autres camps et mon frère prit le commandement de celui situé au-dessus de Pontamafrey, au-delà de Montpascal, tout petit village à plus de 1 400m, que l'on ne pouvait atteindre alors qu'à pied. Le mulet était le seul moyen de transport des récoltes, des marchandises. Mon frère devait prendre le commandement du camp. Quant à moi. on me confierait d'autres fonctions de communication.

Nous arrivâmes à Montpascal le 7 septembre, jour de mes 22 ans. Nous fûmes accueillis par l'instituteur, jeune alsacien replié dans ces montagnes. Appartenant à l'A.S. déterminé, il était ardent dans son désir de l'organisation du camp en vue de la préparation des maquisards au combat. Les quelques camarades venus avec nous y partirent tout de suite. La veillée fut occupée à préciser nos activités: nous passâmes la nuit à l'école afin de partir à 5 heures le lendemain matin, mon frère et lui pour le camp, et moi pour mes nouvelles fonctions. Ma mission le lendemain consistait à redescendre dans la vallée, à St-Jean-de-Maurienne: je devais prendre contact, à une adresse donnée, avec un responsable important. qui me préciserait mes doubles fonctions: la liaison avec le commandement de l'Armée Secrète de la vallée, et l'organisation du service de santé. Je n'en sus jamais davantage.

L'arrestation.

Alerté par des bruits inhabituels dans le petit hameau, l'instituteur nous réveilla ce 8 septembre, à 4 heures, pour nous inviter à nous habiller rapidement et à brûler tous les papiers

compromettants dans la cuisinière. À peine mon frère et moi eûmes achevé cet autodafé, que surgirent des soldats alpins italiens, des Alpinis, qui nous arrêtrèrent, nous fouillèrent, perquisitionnèrent la maison, y découvrirent une mitraillette Sten cachée par l'instituteur. Nous fûmes alors un peu rudoyés par quelques soudards, qu'un officier calma. Interrogés, nous racontâmes une histoire qui ne parut convaincre personne. Encadrés, sans être menottés, nous fûmes emmenés à St Jean-de-Maurienne. Les Alpinis étaient assez nombreux pour former une bonne compagnie. Un sous-officier nous insultait, nous promettait le poteau. Par contre, vint auprès de moi un jeune lieutenant qui me parla, en bon français, me demanda ma profession. Quand je lui dis que j'étais étudiant, il m'apprit que lui aussi, et qu'il faisait son droit à Rome, qu'il avait hâte de voir se terminer cette guerre. Il ne semblait pas convaincu de l'opportunité de l'engagement de son pays dans ce conflit. Arrivés au Q.G. italien de St Jean de Maurienne, nous fûmes mis dans un cachot où plusieurs hommes y étaient déjà enfermés; il s'agissait de gens du pays, arrêtés pour Résistance ou complicité.

Nous y passâmes la journée sans avoir rien mangé depuis la veille. Je fus amené dans une salle en attendant un interrogatoire. Le fameux sous-officier y était- il m'interdit de m'asseoir. Je vis au mur un calendrier de l'année italienne. J'en regardais les photos lorsque le sous-officier se précipita sur moi, me bourra de coups de poing, me gifla si fortement que je perdis l'équilibre. Il me maintint à terre en m'insultant. J'avais osé prendre connaissance de photos du calendrier. Un cas d'espionnage manifeste et intolérable. Je fus remis dans ce cachot où je retrouvai notre ami l'instituteur alsacien qui m'annonça sa condamnation à mort par fusillade le lendemain matin. Denis et moi possédions des papiers d'identité des Chantiers de Jeunesse, sous de faux noms, en restant frères néanmoins. Ma fausse carte d'identité, au nom de Dumontet, ne comportait pas de photo d'identité. Ce manque de photo aurait pu paraître suspect. Cependant, l'officier supérieur qui m'interrogea n'en fit pas état. Nous avions convenu, mon frère et moi, de la même histoire à raconter à cet officier. Après quoi, nous fûmes l'un après l'autre remis au cachot. Tard dans la soirée, on nous appela. À notre grand étonnement, l'officier supérieur nous remit nos papiers d'identité et nous annonça sans commentaire que nous étions libres.

En sortant du Q.G., nous vîmes notre ami l'instituteur, libre aussi, qui nous conseilla de partir le plus vite et le plus loin possible et de ne pas retourner au camp de Montpascal, qui était "grillé". Il partit en courant. Les autres prisonniers furent aussi libérés. Que se passait-il? Les soldats italiens avaient un comportement singulier. Nous décidâmes de prendre le dernier omnibus du soir qui nous mènerait à St-Rémy, où le bar-café restait le seul point de chute de la Résistance de la Maurienne, connu de nous, depuis le départ de l'instituteur que nous ne revîmes plus. Le couple qui tenait ce café était très accueillant et avait deux superbes filles, dont la compagnie me fut fort agréable, en particulier la plus jeune. Mon frère m'en fit quelques reproches.

Au café de St Rémy, nous apprîmes que le Maréchal italien Badoglio avait rompu son alliance avec Hitler et avait demandé un armistice aux Alliés. Nous assistâmes à un spectacle étonnant le 9/09 tôt le matin. Les Savoyards de tous âges, venant d'apprendre la grande nouvelle du cessez le feu italien, se réunirent spontanément sur la petite place et chantèrent "les Allobroges" puis "la Marseillaise". Mais cet enthousiasme fut vite interrompu par l'arrivée des Allemands qui occupèrent la vallée. Le café où nous étions hébergés provisoirement était aux abords de la petite gare de St Rémy et l'arrière du café donnait sur la voie. Nous vîmes passer de nombreux convois ferroviaires bourrés de soldats allemands se dirigeant vers le nord de l'Italie par le tunnel du Fréjus. Un de ces trains s'arrêta dans cette petite gare. Le café fut envahi par des militaires allemands, visiblement des combattants, en tenue beige-sable. En fait, il s'agissait d'une division, formée d'anciens de l'Afrika-Korps, envoyée rapidement en Italie du Nord, afin d'empêcher les troupes italiennes de passer dans le camp allié, et surtout de combler le vide que laisserait la défection italienne. Mon frère et moi

restions dans l'arrière-boutique du café, à observer ce qui se passait au niveau du "zinc". Nous nous aperçûmes que des soldats allemands emportaient les bouteilles de vin, les pots, et les verres dans le train. La jeune fille qui les servait protesta véhémentement, mais les soldats ne l'écoutèrent pas et s'en allèrent. Il n'en restait qu'un au comptoir. Mon frère qui était en tenue d'assistant des Chantiers de Jeunesse, toujours impeccable, sortit alors de l'arrière-boutique, et s'adressant en allemand à ce soldat lui dit qu'il devait aller chercher les verres et les bouteilles et payer ce que ses compagnons avaient bu. Etonné de voir un tel uniforme qu'il ne connaissait pas, le soldat le regarda, assez sceptique, et lui demanda qui il était. À ma grande stupéfaction, Denis, sans se démonter, lui répondit: "*Ich bin Obersleutnant*". En un quart de seconde, le soldat se mit au garde-à-vous, en claquant les talons, et partit en courant. Accompagné de deux camarades. il revint bientôt en rapportant bouteilles et verres; et ils payèrent. Le train partit vers l'Italie.

Nous attendîmes trente-six heures les instructions des autorités de l'A.S. de Maurienne. Le responsable local vint nous voir, nous informa que le camp était dissous; que rien n'était décidé quant au devenir de l'ancien camp, qu'il ne fallait pas remonter à Montpascal et on nous suggérait de quitter la Maurienne, de rentrer dans nos foyers jusqu' à nouvel avis. Ce responsable nous conseilla de ne pas prendre le train jusqu'à Chambéry, du fait du contrôle exercé par les Allemands sur la vallée de la Maurienne et dans les gares. La dame du café nous informa qu'un camion de pâte-à-papier partirait de St-Rémy pour Chambéry, tôt le lendemain matin. L'occasion était à saisir. Le voyage se fit dans le camion avec son chargement.

Retourner dans nos foyers? Bien entendu, il n'en était pas question. Personnellement, je ne pouvais pas remettre les pieds ni à Bourg, ni à Lyon. Cependant, je suggérai à mon frère de revenir dans l'Ain, d'intégrer un maquis dont il devait avoir les coordonnées. Une autre raison m'apparaissait urgente: rencontrer Bob Forner pour l'obtention de faux papiers sérieux. Denis reconnaissait que nous ne pouvions pas revenir en Maurienne et qu'il fallait, avec précaution, contacter mon ami André Fornier Bob, par l'intermédiaire de son père, monsieur Ch. Fornier, maire de Revonnas. Il fallait prendre rapidement une décision, d'autant plus que nous n'avions plus beaucoup d'argent.

Chambéry.

Nous voilà à Chambéry, où nous eûmes un contact avec le Colonel Bretegnier, parent de ma mère d'origine alsacienne, foncièrement patriote, officier de la Garde. Il nous hébergea une nuit.

En nous y rendant nous passâmes devant la caserne Joppet, anciennement occupée par les Chasseurs Alpains et depuis Novembre 42 par les Alpinis. Elle avait été, depuis la veille, occupée par la Wehrmacht qui avait pris la place des Italiens, en retenant certains retardataires qui n'avaient pas su se cacher à temps. Les véritables "Fascistes" allaient repartir pour l'Italie, être intégrés dans l'armée squelettique de Mussolini, les autres seraient considérés comme des prisonniers de guerre. Chambéry assistait à une véritable chasse aux soldats italiens en fuite. Donc en passant devant la caserne Joppet, nous fûmes interpellés par un lieutenant allemand suivi de deux soldats en armes, qui nous poursuivirent en courant et en criant: "*Halt! Halt!*" Ce que nous fîmes immédiatement. Un soldat me mit sa baïonnette au contact de mon épigastre, ce que je trouvais fort désagréable. Le lieutenant nous demanda nos papiers. En exhibant les miens, faux et sans photo, je craignais le pire. Il nous interrogea sur notre nationalité, nous demandant si nous étions italiens. Rassuré sur ce point, il ne chercha pas plus loin. Le soldat ne me menaça plus de sa baïonnette et les trois militaires allemands regagnèrent la caserne Joppet. En fait, les troupes de la Wehrmacht avaient reçu une mission policière limitée. Les mois suivants, j'allais être soumis à bien d'autres contrôles.

Par ailleurs, je savais que je pouvais disposer d'une planque intéressante, à Aix-les-Bains. Madame Vigne restait la femme accueillante que nous avions connue fin Juillet. Au cours de mon long séjour en Savoie, je voulus me montrer le plus discret possible et n'user de son hospitalité qu'à bon escient. Et l'occasion se présenta au moins deux fois.

Denis me fit connaître "le chef Faure". Je n'ai jamais su son véritable nom, ancien officier, c'était un de ses camarades très gradé des Chantiers, qui en avait démissionné pour entrer dans la Résistance. Il faisait partie de l'A.S. départementale. À chaque passage à Chambéry ou à Aix, mon frère entretenait des contacts assez fréquents avec les milieux résistants des Chantiers de Jeunesse. Il s'agissait d'anciens militaires qui correspondaient entre eux, par un mystérieux réseau, auquel je n'eus jamais accès, malgré les demandes que je lui présentai. Un jour, mon frère et moi décidâmes de nous quitter: nous demeurerions frères, dans nos fausses identités. Mon frère m'annonça, à cette époque, qu'il avait été convoqué, comme plusieurs de ses amis, à une session de formation de cadres d'Air-France pour préparer l'après-guerre de la Compagnie aérienne française. Avant de nous séparer: il nous fallait obtenir ces fameux faux papiers d'identité, et aucune personnalité de la Résistance, connue de nous en Savoie, n'était en mesure de nous les fournir. Fut donc retenue ma suggestion de nous rendre dans l'Ain, sans passer par Bourg, de rendre visite au père de Bob Fournier, maire de Revonnas. Nous prîmes un omnibus qui nous arrêta je crois, à Pont-d'Ain. De là nous gagnâmes à pied le petit village de Revonnas.

Les parents de Bob nous hébergèrent quelques jours, début Octobre. Nous ne voulûmes pas nous attarder, bien que la maison Fournier de Revonnas fût fort accueillante. Plusieurs Résistants y avaient trouvé un refuge provisoire. Bob arriva le soir même, toujours de bonne humeur. Il nous promit de nous obtenir de faux papiers dans les meilleurs délais. Cependant les jours passèrent et nous restions là, et il n'était plus question de partir sans papiers. Finalement Bob apporta un soir de fausses cartes d'identité. Nous nous appelions désormais "*Pougelson*". Mon frère nous quitta, dès qu'il rencontra ses amis des Chantiers de Jeunesse, il lui permettait de préparer l'après-guerre. Mes amis Fournier me conseillèrent de fuir l'Ain où j'étais trop connu.

Déception.

Je retournai à Chambéry où je repris contact avec le seul chef de la Résistance que je connaissais. Je tenais à reprendre une activité et une couverture solide. J'obtins à Chambéry un emploi d'infirmier, ce qui me permit d'obtenir des cartes d'alimentation et d'habillement à la mairie. Je gagnai chichement ma vie peut-être, mais suffisamment pour louer une modeste chambre, au 5^{ème} étage d'une maison située rue Jean-Pierre Veyrat. J'entendis dire par ma logeuse, qu'une dame, demeurant rue de Boigne, faisait pension de famille et acceptait des convives autour de sa table d'hôtes.

Je pris rang rapidement, sous mon faux nom, en faisant état de mon emploi. Je m'aperçus rapidement qu'il s'agissait d'une marchande de soupe, pas très nette, qu'il était impossible d'assimiler à une patronne de pension de famille! Elle affichait ses opinions de parfaite collaborationniste, moins par conviction sincère -elle en était incapable- que pour prouver qu'elle était du côté du pouvoir.

Je voulais m'intégrer dans la Résistance savoyarde ou partir¹. Ayant, ainsi assuré mes arrières qui m'apparurent sérieusement établis puisqu'à l'occasion d'une vérification sévère menée par les G.M.R. au centre-ville, début novembre, on ne me posa aucune question, je me mis à la disposition du "chef Faure", en essayant de l'intéresser à mon désir essentiel de servir.

¹ Si mon désir, toujours déçu, de gagner Londres ou Alger m'apparaissait capital, je ne savais pas alors que le B.C.R.A. connaissait mon existence, aurait désiré avoir de moi un rapport concernant l'arrestation du Général (rapport Fassin)

Mon passé dans la Résistance à Bourg et à Lyon ne l'intéressa aucunement. Il me demanda de remplir des missions en Savoie en me prêtant une bicyclette. Je partis ainsi sans aucun retard vers différents villages du département que je connaissais mal jusque-là.

Visiblement, le garçon que j'étais ne retint pas son attention, il me convoquait de moins en moins souvent puis plus du tout. Je n'offrais aucun intérêt. Je n'étais ni "du coin", ni un ancien chef des Chantiers. me fit-il comprendre.

J'aurais désiré retrouver des Résistants "survivants" de l'E.M. de l'A.S., et surtout assez compétents pour me faire partir à Londres ou à Alger

Un jour, de décembre 43, j'appris peut-être par mes amis de Bourg ou par une autre source dont je ne me souviens plus, que la Gestapo lyonnaise, et par corollaire la police de Vichy me recherchait à nouveau à Lyon et à Bourg. On me conseillait de changer au moins provisoirement de climat, que j'étais menacé malgré ma clandestinité à Chambéry. Par précaution, je changeai de lieu pendant environ trois semaines, reçu chez un grand ami, médecin de campagne. Mon frère informait par le même courrier son ami Faure que "Barry", j'avais repris ce pseudo, était recherché par les Allemands.²

Je revins, au tout début 1944 en la Savoie, bien décidé à me rallier à un autre organisme de Résistance, un autre service. Cet hiver fut rude, comme les précédents. Bien qu'il gelât très ferme à mon arrivée à Chambéry ce soir-là une patrouille de G.M.R³ (Groupe Mobile de Réserve, Police d'état) me fouilla complètement et vainement dans la neige.

Une autre surprise m'attendait, rue Jean-Pierre Veyrat. Ma logeuse m'apprit qu'en mon absence des policiers français avaient perquisitionné ma chambre de fond en comble, avaient posé de nombreuses questions sur moi, et étaient tombés en arrêt devant l'imperméable, caoutchouté. L'un des policiers aurait déclaré alors que mon "imper" ressemblait à s'y méprendre à un vêtement de l'armée allemande, par sa teinte, sa longueur, sa confection. Mais devant l'étiquette "Michelin", les policiers partirent, sans autre commentaire, après la perquisition négative.

Ma logeuse conclut qu'après cette perquisition, elle ne voulait pas de complications avec la police, qu'elle me jugeait suspect et me pria de quitter les lieux dès le lendemain. Elle me proposa une solution. Une jeune femme, à peine trente ans, habitant une petite rue parallèle à la rue Jean-Pierre Veyrat, donc très proche, cherchait à louer une chambre. Elle m'apparut bien suffisante. Dès entente sur un prix modeste, je conclus l'affaire avec cette femme. Elle m'apprit que son mari, lieutenant, était prisonnier en Allemagne. J'apportai ma valise et mon sac à dos, en déclarant à ma nouvelle logeuse que je désirais déballer et ranger mes affaires seulement le soir même, étant donné que je devais me présenter à mon employeur sans tarder. À mon retour vers 19 h, j'eus la surprise de trouver cette femme dans ma chambre. Elle avait sorti mon linge et mes affaires personnelles de ma valise et de mon sac, inspectait le tout et lisait avec attention les seuls papiers trouvés dans mon bagage, "les tuyaux d'externat"⁴.

J'exprimai mon étonnement en réprimant toutefois une certaine colère. Elle voulut m'expliquer son geste: elle avait l'intention de m'aider. Je n'en crus pas un mot et me méfiai d'elle. Je fis bien!

La Marchande de soupe.

Je repris contact avec la fameuse "pension de famille" de la rue de Boigne. Ce qui s'y passait, autour de l'unique grande table d'hôtes, mérite d'être conté. La mère, une matrone,

² J'appris bien plus tard que le chef Faure, qui ne se souvenait absolument plus de mon pseudo, fut effrayé par cette annonce, étant donné qu'un de ses amis, portait un pseudo proche du mien.

³ Groupe Mobile de Réserve: police en groupe redouté

⁴ Pour la préparation à "l'externat des hôpitaux", les étudiants en médecine disposent alors de feuilles photocopiées, d'une maladie par feuille, "Tuyaux "

régnait sur son domaine et imposait un mode de vie strict. Son fils, qui avait environ mon âge réel (non pas celui de ma carte d'identité), vingt-deux ans, se laissait vivre, douillettement.

Il y avait toujours deux menus: l'un pour la mère et le fils, (steaks, pommes de terre ou autres légumes appétissants, et œufs le soir), l'autre menu pour les convives (rutabagas, topinambours, potages de plus en plus clairs). Autour de la table, les yeux se fixaient sur ces plats privilégiés, mais aucune protestation n'était exprimée. D'ailleurs les convives devaient se taire pendant les repas, puisqu'il fallait absolument avaler, à la TSF, en grand silence, les nouvelles vichystes et surtout l'éditorial de Philippe Henriot. Aucun commentaire n'était permis, à l'exception de ceux du couple mère-fils. Avec force, on nous expliquait que l'Armée Rouge serait bientôt arrêtée par les Allemands, les meilleurs soldats du monde, que les Alliés se ridiculisaient en Italie, mais on devait craindre, nous disait-on, les "terroristes", les "communistes" du maquis ou de la Résistance. Une fois, elle me prit à partie en m'affirmant que je n'étais pas net. Je lui demandai de s'expliquer. Elle ne répondit rien.

Les convives: plusieurs jeunes professeurs de lycée qui se taisaient, deux enfants, en pension complète. visiblement israélites, confiés par leurs parents moyennant une rémunération certainement intéressante. Ce qui n'empêchait pas notre virago de déblatérer sur "la race de vermine", la juiverie internationale. On pouvait remarquer, parmi les convives, un autre juif, d'environ vingt-cinq ans. Il m'apparut traqué, dès le premier jour. Je le vis tellement désespéré que j'essayai de lui parler en dehors de la pension de famille. J'y parvins avec peine. Il m'avoua qu'il avait pu éviter l'arrestation à Paris, que ses parents avaient été pris, qu'il s'était enfui en Savoie, mais il se sentait pourchassé et son arrestation lui apparaissait fatale. Je l'accompagnai plusieurs fois jusqu'à la porte de son immeuble, sur une place dont j'ai oublié le nom. Il m'inquiétait. Un matin, un attroupement sur cette place, vite dispersé par la police. "*Circulez, il n'y a rien à voir!*". Un corps sur le pavé. Celui à qui j'aurais pu donner plus tôt mon amitié, à qui j'aurais pu parler davantage, que j'aurais su peut-être reconforter, gisait là, le crâne éclaté. J'appris plus tard par ses voisins qu'il avait essayé de se trancher la gorge avec son rasoir. N'y étant pas parvenu, il s'était précipité par la fenêtre ...

Le Service de Santé de la Résistance en Savoie.

Las de me voir laissé pour compte, j'eus l'idée de chercher à me mettre en rapport avec le Service de Santé de la Résistance. J'y parvins grâce à un concours de circonstance. On me demanda de donner mes soins un jour, en grand mystère, à un garçon blessé, un F.F.I. Il fallait soigner ce blessé, secrètement, voire l'hospitaliser. Ce que je fis avec précaution. Je m'adressai à un camarade qui faisait fonction d'interne à l'hôpital de Chambéry, on parvint à l'y soigner clandestinement. Cet interne me parla alors du docteur Desfrançois, praticien très connu à Chambéry. Cependant les Chambériens ignoraient sa fonction dans la Résistance. En fait, il était le chef du Service de Santé de la Résistance pour Chambéry et une partie de la Savoie. Dès le lendemain, je me présentai à son cabinet médical et me mis à sa disposition.

Le docteur Desfrançois m'écouta, me parla longuement et comprit mon problème d'inaction, et ma solitude de clandestin, il m'affirma avoir besoin de moi et me donna des missions à remplir auprès de certains postes médicaux de la Résistance.

Ma vie de Résistant clandestin changea dès ce jour. Je me sentis enfin et à nouveau utile et actif, grâce aux missions qu'il me confiait et qui étaient de mon domaine. Je le rencontrais assez régulièrement. À son cabinet en mars 1944, le docteur Desfrançois me fit part de l'un de ses soucis, le manque d'antiseptiques élémentaires et autres produits simples ou composés pharmaceutiques courants, tant pour les postes médicaux de la Résistance que pour les maquis. Par mon emploi, je parvins à fournir régulièrement au docteur Desfrançois alcool à 90°, éther, mercurochrome, médicaments usuels, divers et classiques, sans oublier les pansements de toutes tailles, bandes de gaze ; le tout en livraisons peut-être fréquentes, mais

en quantités sans doute réduites chaque fois, pour n'attirer l'attention de personne.

Le Service de Santé de l'Armée Secrète et des maquis en profita. Je connaissais les risques auxquels je m'exposais. Mes détournements au profit du Service de Santé de la Résistance seraient certainement jugés sévèrement.

Les rendez-vous avec le docteur Desfrancois se situaient à son cabinet. Ils furent toujours pour moi, des moments privilégiés au cours desquels nous échangeions très librement. Un jour, alors que la Résistance locale avait subi plusieurs arrestations, il me dit:

"La police allemande et celle de Vichy nous portent des coups sévères. Mais elles ne pourront pas nous abattre. Quand un des nôtres tombe, dix autres le remplacent. Quoiqu'il en soit la Résistance restera l'honneur de la France."

Ces paroles qui exprimaient ma propre opinion, me rappelèrent celles du Général Delestraint; elles avaient le même sens.

En Avril, le docteur Desfrancois m'informa qu'il avait l'intention de me faire connaître le Colonel-Médecin du Cadre de Réserve, T de B. Celui-ci assumait une responsabilité départementale du Service de Santé de la Résistance. Cette première rencontre se fit chez lui. Il me demanda de but en blanc de fournir du matériel médical destiné à une sorte de dispensaire qu'il tenait à équiper. Il me prévint aussi de son désir de me confier des missions.

Je n'eus pas longtemps à attendre. Le mois d'Avril n'était pas terminé que le médecin-colonel me demanda de me rendre à Lyon; je devais remettre un pli confidentiel à un médecin en chef de la Résistance. Malheureusement il ne s'agissait pas du Professeur Florence. De plus, il fallait que je profite de ce déplacement à Lyon pour me rendre auprès d'un jeune parent du médecin-colonel. Cette autre mission dont je devais m'acquitter était purement d'ordre privé. Sans protester véritablement, je voulus informer le Colonel que la police allemande de Lyon me recherchait toujours et que cette mission comportait pour moi certains risques. Disposé à la remplir, je ne tenais cependant pas à m'attarder à Lyon, surtout pour accomplir cette "commission" qui n'avait rien à voir avec la "mission" pour la Résistance. Visiblement, il négligea mon objection à peine exprimée. J'étais assimilé à un commissionnaire et non pas à un agent de la Résistance. Les risques n'étaient pas inexistantes.

Le voyage se fit sans histoire. Cependant à Lyon, au coin d'une rue, je me trouvai nez-à-nez avec un camarade de médecine de l'année précédente. Il m'arrêta:

"Alors, Guillin, que deviens-tu? Pourquoi ne te voit-on plus à la Fac!" etc...

Comme si rien ne s'était passé, manifestement, il fallait vite quitter Lyon. Après avoir rempli ma tâche officielle, je me rendis chez ce couple de jeunes, internes des hôpitaux. Ils étaient plusieurs à faire la fête, au champagne, pour une occasion que j'ignorai. Je m'en allai le plutôt possible, un peu écœuré, et attrapai rapidement mon train. Le lendemain, je fis mon rapport oral au médecin-colonel, à qui j'exposai le résultat de ma mission, sans omettre d'ajouter une note courte et amère concernant la visite privée qu'il m'avait demandé de faire. Il n'admit pas ma réserve et m'en garda toujours quelques griefs. J'en subis certaines conséquences.

À la même époque, à la suite d'une scène que la matrone de la rue de Boigne fit à l'un des convives qui n'avait pas accepté ses commentaires politiques, celui-ci l'avertit qu'il renonçait dorénavant à prendre ses repas à sa table, j'en profitai pour lui signifier aussi mon départ. Je réglai ma note et partis. Dès le lendemain, j'eus la chance de trouver le moyen de me nourrir mieux et à moindres frais que rue de Baigne.

Mes contacts avec le docteur Desfrancois furent réguliers, au cours de ce printemps jusqu'à la fatale journée du 26 mai 1944. J'attachai à ces rencontres la plus grande importance. Je fus appelé à soigner clandestinement plusieurs Résistants, blessés dans des actions.

Cependant la solitude dans laquelle je me trouvais depuis l'automne me pesait. Bien sûr, je m'étais fixé une ligne de conduite "sérieuse". J'étais conscient de ce que m'avait répété Gastaldo en 1942: une relation féminine, intime, dans l'état de clandestinité qui était maintenant le mien, correspondait à une imprudence, à une légèreté dangereuse. Me méfiant de moi-même, je ne voulus pas entamer de relations particulières avec les filles ou femmes dont l'appartenance à la Résistance ne m'était pas absolument démontrée. Au centre de Chambéry, j'eus la surprise de reconnaître une jeune fille que j'avais très souvent rencontrée à Bourg-en-Bresse, la fille d'un inspecteur de l'Enseignement, nommé depuis à Chambéry. Elle vint à ma rencontre, avec le plus charmant sourire, m'appela par mon véritable prénom et s'étonna de ma présence en Savoie.

"François, que faites-vous donc à Chambéry ?"

" Vous savez. Monique, qu'actuellement la vie des garçons de mon âge implique souvent des engagements, de nouvelles orientations "

Elle comprit et sourit. Nous parlâmes d'autre chose, de nos souvenirs de Bourg. Après avoir évoqué la possibilité d'une nouvelle rencontre. J'y renonçai. Peut-être valait-il mieux.

J'avais entrepris, avec prudence, d'entretenir des relations d'amitié avec quelques jeunes, visiblement engagés dans des mouvements de Résistance. Citons parmi eux:

-L'interne de l'hôpital dont j'ai déjà parlé. Nos relations furent de courte durée. Il fut tué accidentellement à bicyclette, en percutant la grosse voiture du chef milicien Touvier qui montait à toute vitesse vers l'hôpital. Je ne sus jamais qui était le chauffeur, Touvier ou un autre milicien. Je rencontrai Touvier entouré de miliciens: il n'avait rien perdu de sa superbe. La mort d'un garçon, accidentellement ou non, n'avait pour lui aucune importance. Il eut une autre allure, il y a quelques années, devant le tribunal.

-Une assistante sociale, un peu plus âgée que moi. Je la rencontrai rarement, malgré une certaine amitié. Par son fiancé, elle avait un rôle à l'O.R.A. Bien sûr, j'étais heureux de la revoir. Son fiancé et elle m'invitèrent à déjeuner. Nous pûmes parler de nos engagements.

-Je fis aussi la connaissance d'un israélite, fort sympathique, prénommé Pierre, âgé d'environ 26 ou 27 ans, marié: il disposait d'un petit appartement assez récent; j'appris ultérieurement qu'il adhérait à Libération-Sud. Un décret de Vichy obligeait les hommes d'une fourchette d'âge déterminée à monter la garde en des points vulnérables de certaines villes. À cette condition, ils pouvaient toucher les tickets d'alimentation. À Chambéry, je fus requis à deux reprises pour veiller sur un site, la nuit.

Le bombardement du 26 Mai 1944.

La première fois, il s'agissait de surveiller la rotonde de locomotives de la gare. Deux hommes m'accompagnaient: L'un était Pierre, le jeune israélite, l'autre, la cinquantaine, nous était très suspect. Sûr de lui, il voulut connaître nos opinions après nous avoir fait un discours qui sentait le piège. N'ayant aucune réponse à ses propos provocateurs, il se tut enfin, après nous avoir appris que son fils s'était engagé dans la Milice.

La seconde veille consista à garder, la nuit du 25 au 26 mai 1944, le transformateur juste à l'extérieur de la ville, dans le premier champ, près d'un petit cours d'eau. Pierre et moi avions demandé de monter cette garde ensemble. Nous ne fûmes heureusement pas encombrés du troisième homme. La nuit se passa à discuter. Le jour se leva tôt, magnifique. Au Sud-Est, Belledonne scintillait.

Ce fut au-dessus de cette chaîne encore très enneigée, que nous distinguâmes parfaitement une formation de "Forteresses volantes", des B.29, venant d'Italie. Les sirènes de Chambéry hurlèrent.

Ces avions n'étaient accompagnés d'aucune protection de chasseurs. D'ailleurs aucune réaction allemande, ni chasseur, ni Flack (D.C.A. allemande). Le ciel appartenait bien aux

Alliés. Ces énormes B 29 se dirigèrent vers l'Ouest, vers Lyon. Ils furent suivis bientôt par une autre escadrille, identique à la première, qui prit approximativement la même direction. Quant à la troisième formation, lorsqu'elle parvint à une certaine distance de Chambéry, elle obliqua directement sur la ville. Mon ami et moi étions fascinés par ces superbes appareils, brillant au soleil levant. Alors, nous vîmes parfaitement le bombardier-leader ouvrir ses soutes, et immédiatement tous les autres 829 en firent de même, simultanément. La suite fut facile à deviner. Il n'y avait plus à tergiverser. Mon camarade et moi nous précipitâmes vers le cours d'eau, assez encaissé pour présenter une butte.

À peine étions-nous couchés que l'enfer se déchaîna. Un tapis de bombes. L'une à 50 mètres de nous. La ville de Chambéry fut en un instant recouverte de poussière, de fumée. Dès que les explosions cessèrent, mon camarade, inquiet pour sa famille, me quitta. Négligeant les consignes qui ordonnaient aux gardes de rester en poste jusqu'à 8 heures du matin, je partis sans arrière-pensée et me rendis au centre de Chambéry. Quel désastre. Si le quartier de la gare, donc de la rotonde, avait été épargné, bien qu'il fût le point stratégique visé, la ville avait été sévèrement atteinte. Des maisons détruites, d'autres en feu. Des bombes étaient tombées sur la promenade centrale où des abris avaient été aménagés. Beaucoup de blessés. D'autres victimes étaient étendues, sans vie. On s'affairait autour d'eux. Je m'approchai et reconnus avec stupeur parmi elles, le docteur Desfrançois, tué dès la première bombe. J'en fus bouleversé. Quelqu'un m'apprit que, sorti de l'abri pour contempler ces "forteresses volantes", il fut immédiatement atteint. Des maisons de la rue de Boigne brûlaient. Je participai aux soins urgents donnés aux blessés.

Quel gâchis ! Les Américains, eux que nous attendions tant nos libérateurs, nous avaient bombardés sans prendre le soin de bien viser, comme ils bombardaient les villes allemandes.

Ce jour-là, les nœuds ferroviaires de la région étaient les cibles de ces attaques. Les Américains avaient tout raté. Tant de victimes innocentes. Et puis, ce docteur Desfrançois, dévoué pour la cause et tellement actif, tué pour rien, alors que la Résistance pouvait atteindre les mêmes objectifs sans atteindre la population en prenant sur elle seulement les risques, certes réels.

J'aidai les sauveteurs à emmener des blessés vers l'hôpital, tant dans ce quartier éprouvé que plus loin, vers la rue de Boigne dont une partie était encore en feu.

En fin de matinée, je me rendis à ma chambre en ville. La petite rue où j'habitais brûlait encore un peu sur tout un côté. La maison où était ma chambre était en grande partie détruite. À la porte de la rue, ma logeuse en discussion avec une voisine, m'arrêta pour me signaler que ma chambre avait brûlé, que des Allemands la pillaient et qu'elle préférait "laisser faire". Elle me déconseilla de monter. Je m'apprêtais à m'y rendre cependant, lorsqu'elle me retint et me lança à brûle-pourpoint:

"Dans quel maquis dois-je aller? Vous devez en connaître, vous. La Gestapo me recherche!"

La ficelle était trop grosse, le piège trop évident. Je lui répondis que je n'étais absolument pas au courant et que je ne m'occupais pas de ces choses-là.

Effectivement, ma chambre brûlait encore. Le feu couvrait au niveau du parquet. Deux hommes de la Wehrmacht fouillaient mes affaires. D'autres étaient déjà passés par là. La plupart de mes vêtements avaient disparu dont l'espèce de canadienne que je portais l'hiver dernier, le fameux imperméable "Michelin". Surpris de me voir, ils me regardèrent et partirent sans oublier d'emporter leur butin; ils en avaient sans doute besoin pour tenter plus tard de se déguiser en civil.

Mes affaires de toilette, ainsi que ma valise avaient disparu ou avaient brûlé.

Je ne pus récupérer que très peu de vêtements, de linges, épargnés par l'incendie, et par les Allemands. Je mis rapidement ce peu de choses dans mon sac à dos et partis de cette

chambre qui brûlait toujours un peu.

À la porte d'entrée, je constatai que ma logeuse n'était plus là. J'appris plus tard qu'elle renseignait le Kommando local du S.D. une V. Frau⁵. Je ne sus jamais ce que cette femme dangereuse était devenue.

En sortant de la maison, je remarquai avec stupeur que le boucher, dont la boutique se situait de l'autre côté de la rue, enveloppait la viande vendue, avec du papier dont l'aspect ne m'était pas inconnu. Je m'approchai et reconnus mes "tuyaux d'externat". Quelqu'un les avait pris dans ma chambre et remis à ce commerçant. Ma logeuse en était sans doute responsable. Je quittai ce quartier détruit sans chercher à revoir cette femme. Je ne la revis pas. Beaucoup trop dangereuse. Je parvins à être relogé très provisoirement, sur mon lieu de travail.

Je pris contact, immédiatement après ce fatal 26 mai, avec le médecin-colonel T de B, qui sur le plan du Service de Santé de la Résistance restait mon seul chef. Il désira que je reprenne les livraisons de produits pharmaceutiques. Je le fis dans la limite de mes possibilités.

Le 6 juin.

Mon ami Jacques, médecin de campagne (Neuville-aux-Bois en Beauce) m'avait demandé, si une information me parvenait, de l'avertir concernant l'imminence du débarquement, du Jour J. Nous avons convenu d'une phrase-clé à ajouter dans le texte d'une lettre: *"la bicyclette est bien arrivée"*. Le 31 mai, ou le 1^{er} Juin, j'appris par le Service de Santé que des messages B.B.C. nous mettaient tous en alerte, que ce Jour J était très proche. J'écrivis immédiatement à Jacques. Il reçut ma lettre le 6 juin ...

Ce 6 juin, la nouvelle se répandit comme une trainée de poudre. Nous nous réjouissions tous. Je constatai ce jour-là qu'il fallait redoubler de méfiance. Un médecin lieutenant, en qui je croyais pouvoir mettre ma confiance, qui, sans connaître mon état de clandestin, soupçonnait mon appartenance à la Résistance, fit apparaître ses sentiments jusque-là inexprimés, en me lançant, telle une menace: *"Vous verrez! Les Alliés se couvriront de ridicule; ils seront rejetés à la mer. On rira bien! "*

Je le savais nostalgique de la grande époque vichyssoise, mais souhaiter l'échec du débarquement, de la Libération, équivalait à un acte de collaboration avec l'ennemi. Je lui répondis par une question:

-"Et s'ils réussissaient, qu'en diriez-vous?"

-"Je suis tranquille, ils échoueront. Alors nous règlerons nos comptes avec les terroristes. "

Les Allemands et leurs amis se montraient hargneux. Ce fut à cette époque que j'eus un contact délicat avec un officier S.S. de la Gestapo locale. Maintes fois j'ai raconté cette histoire.

Une peur rétrospective

Un soir, assez tard, un camarade en qui j'avais confiance et moi étions allés dans un café prendre une consommation, (bien entendu modeste et sans alcool). Nous nous assîmes, l'un en face de l'autre à une table qui faisait partie d'un ensemble, les tables n'étaient pas isolées. Deux officiers allemands en tenue vinrent s'asseoir à nos côtés. Je remarquai immédiatement qu'il s'agissait de S.S, et peut-être faisaient-ils partie de la police allemande, du S.D., le SicherheitDienst, c'est-à-dire appelé communément la Gestapo. J'étais bien sûr sur mes gardes, et continuais à parler à mon camarade.

⁵ V. Frau: Vertrauens-Frau (femme de confiance), à l'instar du V. Mann (Homme de confiance)

Celui qui se trouvait à ma gauche parlait, bien entendu en allemand, à son collègue en face de lui.

À un certain moment la conversation entre mon camarade et moi connut une pause. Peut-être ce S.S. interpréta-t-il ce silence comme une attention soutenue à la conversation qu'il entretenait avec son collègue.

Il me fit brusquement face et me lança:

- "*Verstehst du Deutsch?* (Comprends-tu l'allemand?)

- "*Ein wenig.*" (Un peu) répondis-je stupidement.

Ricanements de sa part, puis, l'air sévère, il demanda:

- "*Wo habst du Deutsch gelernt ?* (Où as-tu appris l'allemand?)

- "*In Gymnasium.*" (Au lycée)

Il se tourna complètement vers moi, prêt à se lever, me prit par le bras, et me posa la question fatale:

- "*Warum bleibst du da ruhig?*" (Pourquoi restes-tu là, tranquille ?)

Ce qui voulait dire: "pourquoi n'es-tu pas en Allemagne, au S.T.O". La situation devenait sérieuse, et délicate. Il fallait répondre rapidement, sans hésitation. Je m'entendis lâcher:

- "*Ich bin von dem Polizei*". (Je suis de la Police)

Le visage du Gestapist changea. Avec un large sourire, il me dit:

- "*Ich auch!*" (Moi aussi!)

Il me tendit la main que je serrai, avec un faux sourire.

- "*Militz ?*"

Pour toute réponse, je pris un air entendu. Après quelques minutes au cours desquelles il s'adressa à son collègue, je fis un signe à mon camarade que nous devions partir. Nouvelle poignée de main.

- "*Auf wieder sehen*" (au revoir)

Bien entendu, le "revoir" était exclu de ma part au moins.

Mon camarade, qui n'avait rien compris à ce dialogue, fut effrayé lorsque je lui eus expliqué ce qui venait de se passer. Moi aussi, la peur me prit, heureusement avec retard. J'eus du mal à m'endormir.

Bien sûr, pour mon propre salut, le clandestin passe son temps à mentir, à ne plus être lui-même.

Derniers mois à Chambéry.

Mon travail de Résistant dans le service de santé me laissait de moins en moins de temps au cours de cette période suivant le 6 juin. Néanmoins depuis quelques mois, j'avais pris contact avec l'État-Major départemental qui me mit en rapport avec un garçon du service de renseignement. On me demanda de repérer les unités allemandes. Ma connaissance des uniformes allemands et même de certains insignes me permit d'apporter quelques indications utiles sur diverses unités d'occupation. Depuis le débarquement, les unités de la Wehrmacht changeaient souvent. Des formations devenaient hétérogènes, composées souvent d'éléments étrangers provenant de pays occupés. C'est ainsi que je pus participer à la désertion d'un soldat yougoslave incorporé dans la Wehrmacht.

Début juillet, un incident qui ne me rendit pas fier; une imprudence stupide de ma part. Je passais souvent devant la caserne Joppet; j'en profitais pour observer les uniformes allemands. Un matin, marchant toujours d'un bon pas, je m'aperçus que j'allais croiser un jeune Obersleutnant allemand sortant de la caserne, et marchant lui aussi rapidement.

J'accélérai mon allure pour passer devant lui. Lui aussi. Je pris certes l'avantage, mais

nos jambes entremêlèrent et nous tombâmes tous les deux. Sans un mot, il se releva, ramassa sa casquette tombée à terre et repartit sans me jeter le moindre coup d'œil. Les conséquences auraient pu être graves pour moi. La passivité de cet officier devant l'incident prouve qu'à cette époque de nombreux militaires de la Wehrmacht ne cherchaient pas à envenimer les rapports avec les Français, et qu'ils étaient surtout désireux de se débarrasser d'Hitler et des Nazis, de demander l'armistice aux Alliés, de terminer cette guerre.

D'ailleurs, l'attentat du 20 juillet 44 allait le prouver. Ceci n'atténue pas l'absurdité de mon acte.

Enfin, le départ.

Très régulièrement jusqu'en Août, je pris contact avec mon supérieur, le Médecin-Colonel T de B et à chaque rencontre je lui demandai quand et où je devais me rendre dès Juin, ou en Juillet au plus tard lorsqu'il faudrait bien quitter Chambéry pour que je prenne un poste de médecin auxiliaire auprès d'un groupe F.F.I., au maquis, ou ailleurs. Il me répondit toujours qu'il avait prévu un poste pour moi, qu'il me préviendrait à temps. Mais aucune consigne ne me parvint jamais.

J'avais pris contact avec des Résistants, sous-officiers, de la Gendarmerie mobile qui parlaient de rejoindre le maquis de l'Ain. Cela m'aurait bien convenu. Cependant je me devais de rester à la disposition du Colonel T de B. Alors qu'il savait comment me contacter, il ne me donna plus aucune instruction et vers le 8 août, n'ayant plus de contact avec lui depuis plusieurs semaines, je me rendis au moins trois fois par jour à son domicile. Personne. Il avait disparu. Était-il arrêté, avait-il rejoint un poste au maquis ou ailleurs et m'avait-il oublié ? Je pense que la dernière hypothèse fut la bonne.

Le 15 Août débarquement des Alliés en Provence. Ce jour-là, après deux nouvelles et vaines tentatives de rencontre avec mon supérieur, je pris la décision de quitter Chambéry avec cette formation de Résistants dont beaucoup étaient d'anciens militaires plus âgés que moi. J'étais chargé du service de santé. On m'attribua une vieille ambulance qui avait fait la guerre de 40. J'avais sous mes ordres un infirmier militaire qui avait aussi fait la campagne de France. Nous pûmes passer par le col du Mont du Chat, sans anicroche. Dès le soir, nous arrivâmes dans le Bugey, près de Brenod, à Outriaz-Lantenay, en plein maquis de l'Ain.

Quelques jours plus tard, un ordre nous signifia que nous devons faire mouvement en vue de la libération de Lyon, mais d'abord fallait-il se diriger sur Bourgoin.

Bourgoin et La Verpillère.

Arrivé dans cette ville, récemment libérée, je rencontrai deux camarades de médecine, avec lesquels nous eûmes à soigner des blessés légers.

Sur une place de Bourgoin, un attroupement attira mon attention. Quelques cris expressifs, de raillerie se mêlaient à des plaintes. De tous nouveaux "résistants" tenaient deux femmes, agenouillées. Elles étaient accusées d'avoir eu des rapports avec des allemands. Un des néo-résistants en tondait une, en essayant de dessiner, sur un reste de chevelure, une croix gammée. Spectacle écœurant de voir cette foule applaudir, s'avilir dans une soi-disant vengeance.

Cantonnés dans une sorte de caserne, d'ailleurs infestée de punaises, que les Allemands avaient abandonnée depuis la veille, un de mes camarades et moi formions l'équipe sanitaire de plusieurs groupes de F.F.I. et de militaires regroupés, qui devaient se diriger sur La Verpillère, que la Wehrmacht tenait cependant toujours, ce matin-là. Le mouvement se fit donc, je crois le 28 août, non pas par la N6, mais par le Nord, par Frontonas. Avant d'arriver dans ce village, les F.F.I. et les militaires descendirent des camions et du vieux car, où j'avais

pris place; nous devions continuer à pied. Quelques minutes plus tard, un bruit de moteur d'avion, nous dispersa dans des vignes. Effectivement un avion de chasse allemand, (un Messerschmitt, en rase-mottes, nous survola sans tirer la moindre rafale. La progression vers le village de Frontonas, qui n'était plus occupé par les Allemands, se poursuivit. De là nous nous dirigeâmes, toujours à pied, sur La Verpillère.

En nous en approchant, l'allure se fit plus lente, d'autant plus que nous entendions des tirs assez proches, vers l'Ouest. Arrivés dans l'agglomération, que les Allemands avaient évacuée peu de temps auparavant, les habitants sortirent des abris, des caves, avec les bouteilles de vin traditionnelles. Ils nous considéraient comme leurs libérateurs. Ces lauriers, parfaitement immérités, furent de courte durée. Un homme venant de l'autre bout du village nous criait que les Allemands arrivaient. Je me trouvai à l'angle de la petite route de Frontonas d'où nous parvenions, et de la N6, lorsque les Allemands attaquèrent pour reprendre le village, avec des tirs, vraisemblablement de mortiers et d'armes légères. Des civils regagnèrent vivement les abris. Je me souviens de l'impact d'un obus de mortier sur le toit de la dernière maison de La Verpillère, à l'angle de la N6. Tous les F.F.I. et quelques civils couraient pour s'éloigner en suivant la Nationale. À ce moment je perdis le groupe de F.F.I. et de militaires. Aucun ordre n'avait été transmis. Je sus plus tard qu'ils avaient vivement regagné les camions et le car pour repartir sur Bourgoin, par la N6.

Quant à moi, je restai seul à La Verpillère. Je ne me figurai pas que cette attaque nécessiterait un tel repli. N'estimant pas gravissime la situation et aucun ordre n'étant donné, j'imaginai que logiquement le groupe se reconstituerait sur le côté Est de la route de Frontonas que nous venions de quitter, où des talus près d'un canal pouvaient constituer une protection. J'y parvins. Et ce fut là que je fis le point de la situation. Je me retrouvai seul, sans aucune arme. Les tirs persistaient. À ma grande stupéfaction, je vis à moins de cent mètres, de l'autre côté de la route de Frontonas, (apparemment dans des sortes de jardins non clos) des Allemands, baïonnette au canon, qui arrivaient en courant dans ma direction. L'un d'eux me tira dessus. La balle me siffla aux oreilles. Situation sérieuse.

Ce fut assez désagréable. Je m'enfuis en suivant le canal, qui était protégé par des arbres et une importante végétation. J'avais distancé mes poursuivants lorsqu'un F.F.I. inconnu me rejoignit. Il se trouvait isolé lui aussi. S'il était muni d'un fusil et d'un pistolet, je n'avais pour toute arme que ma sacoche médicale d'urgence et mon brassard de Croix-Rouge.

Bien entendu, nous n'avions pas la prétention d'arrêter, à nous deux, la progression allemande. Mais nous demeurâmes calmes et nous décidâmes de regagner Bourgoin en suivant le canal.

En y arrivant une ou deux heures plus tard, je retrouvai mon groupe. J'étais furieux et me plainais auprès du chef qui n'avait donné aucun ordre de repli et m'avait laissé seul.

L'annonce de la contre-attaque allemande se répandit et sema une certaine inquiétude dans le commandement F.F.I. qui craignait de voir arriver les Allemands à Bourgoin, la nuit.

Les Américains.

En fait, le dénouement qui survint cette nuit-là fut d'un tout autre ordre. Au réveil, tôt le lendemain matin, le soulagement remplaça l'alarme; arrivaient à Bourgoin les Américains du Corps Butler, provenant de la route des Alpes et de Grenoble. Leurs artilleurs placèrent rapidement des batteries sur plusieurs hauteurs et les canons firent entendre leur hurlement. La progression allemande, si l'on peut parler de véritable progression, fut arrêtée.

Plus tard d'ailleurs, on sut que le dessein des Allemands, en ces derniers jours d'Août, consistait à protéger largement Lyon et ses abords, pour permettre la retraite par la vallée du Rhône et Lyon, de la XIX^{ème} armée de la Wehrmacht. (Général Wiese), talonnée par l'armée américaine de Patch (rive gauche du Rhône) et l'armée B française (rive droite).

Signalons que la division d'infanterie U.S. qui arriva à Bourgoin (probablement la 36^{ème} Div. U.S.) était composée d'appelés de la Louisiane, des "Cajuns", qui parlaient couramment le français. L'atmosphère changea. On vit des commerçants ouvrir les boutiques; et vendre des denrées dont les Français avaient oublié le goût. Je me rendis chez un épicier qui me "donna" une boîte de sardines à l'huile, provenant d'un stock camouflé depuis 1940 (il n'était pas question à cette époque de péremption des boîtes de conserve !). Je fus invité par quelques Américains, dont un médecin lieutenant, à venir déjeuner avec eux. Installés près d'un char Sherman, un sous-officier se chargea de la cuisine sur un réchaud. Il sortit d'une boîte de rations, des provisions, des biscuits, du fromage, plusieurs boîtes de corned-beef dont ils firent rôtir de nombreuses tranches sur une grande poêle. J'avais apporté ma boîte de sardines, seule participation dont je disposais pour ce festin. À ma grande stupéfaction le "cuistot" d'occasion l'ouvrit et en versa le contenu dans la poêle où le corned-beef cuisait. Ce jour-là, je ne m'attendis certes pas, à goûter la cuisine traditionnelle des Cajuns, le gratin d'écrevisses et autres spécialités dont j'ignorais d'ailleurs à cette époque l'existence. Mais tout compte fait, j'appréciai ce repas qui se termina par un gobelet de Nescafé. Une première pour moi.

Lyon.

Le surlendemain, 1^{er} septembre, l'ordre de faire mouvement sur Lyon arriva. Je repris le volant de mon ambulance, et nous arrivâmes le soir à Corbas. Je logeai dans l'infirmierie de campagne (Lazareth) que le service de santé allemand venait d'abandonner. J'y trouvai un brancard sur lequel je dormis. Je le mis dans mon ambulance avec des couvertures et des médicaments devenus rares.

Au tout début de l'après-midi du 2 septembre, j'arrivai à Lyon, par le Cours Gambetta, au volant de ma vieille ambulance, bien après les camions chargés de F.F.I. qui avaient connu les ovations de la foule massée sur les trottoirs. Mon véhicule sanitaire, marqué de nombreuses croix rouges, fit tarir les cris de joie.

Les gens avec des airs compatissants, se précipitèrent sur les marchepieds, regardèrent par les lucarnes, en me demandant si je transportais de nombreux blessés. Presque déçus, certains m'abandonnèrent, d'autres reprirent leurs ovations indûment prodiguées.

Quant à moi, j'eus la joie de revoir Lyon, tout au moins jusqu'à la rive gauche du Rhône. Là, un spectacle affligeant: les ponts détruits quelques heures plus tôt. Des Allemands ou des Miliciens français nous tiraient dessus depuis la rive droite. On voyait distinctement au faite des toits de quelques immeubles du quai Jules Courmont et au pied de la coupole de l'Hôtel-Dieu des hommes tiraillant d'une rive à l'autre sur les Américains et sur nous autres.

Le parapet de pierre du quai Augagneur constituait un rempart médiocre, négligé d'ailleurs par les G.I. Alors, près de moi des Américains installèrent deux mitrailleuses lourdes sur le quai Augagneur près du pont Wilson, effondré? Deux minutes ne s'étaient pas écoulées, qu'une des mitrailleuses lourdes, mise en batterie, commença à tirer en des balles traçantes, dirigées sur l'Hôtel-Dieu. Bientôt le dôme de ce vénérable hôpital, édifié par Soufflot, s'embrasa. Le tir cessa.

On vit alors un homme en blouse blanche surgir courageusement au pied du brasier et agiter un grand drapeau blanc marqué d'une croix rouge. Trop tard. Toute la coupole était en flammes. Spectacle hallucinant et tragique. Le dôme brûla jusqu' au moment où il s'effondra projetant des débris incandescents dans tous les azimuts. Mon ambulance servit au moins ce jour-là, j'eus à transporter à l'hôpital Edouard Herriot un F.F.I, légèrement blessé à la jambe.

Le 3, à Lyon, on entendait tirer un peu partout. J'étais seul, boulevard Deruelle, sur le trottoir longeant alors le quartier de cavalerie de la Part-Dieu. Je vis au second étage d'une

maison, faisant face au quartier militaire, un garçon d'environ vingt ans, sans doute chez papamaman, qui, mal caché par des volets à moitié fermés, était armé d'un revolver et s'amusait à tirailler. Sur mon trottoir, un vieux couple venait dans ma direction. Des gens simples, endimanchés, visiblement sortis pour jouir du premier jour de la Libération. J'entendis un coup de feu, manifestement tiré par le garçon. La vieille femme s'écroula. Je me précipitai vers elle. À proximité existait à cette époque un poste de gendarmerie dans l'enceinte de la Part-Dieu. Un gendarme, alerté, m'aida à transporter cette pauvre femme au poste de garde. Je me souviens que sans avoir perdu encore connaissance elle se tourna alors vers son mari affolé: "Ne t'en fais pas !" lui dit-elle. Rapidement je trouvai où elle avait été touchée. Au thorax. Le pouls filait. Inutile de la transporter à Grange-Blanche. Je ne pus rien faire que rester aux côtés de cette pauvre femme, qui mourut quelques instants plus tard. Je prévins les gendarmes des circonstances du drame. Ils recherchèrent le jeune assassin.

La Médecine

Je me suis toujours reproché de ne pas me mettre en rapport, dès le 3 septembre, avec le service de recrutement de la 1^{ère} D.F.L. qui avait participé à la libération de Lyon, en arrivant la veille par la rive droite du Rhône, puis de la Saône. Plutôt que d'opter pour cet engagement, je me présentai à l'Hôpital Edouard-Herriot, au service du professeur Mallet-Guy, chez qui j'avais rempli les fonctions d'externe jusqu'en juin 1943. Je désirai ardemment aussi reprendre mes études de Médecine. Depuis la veille, cet éminent professeur avait été nommé "directeur régional de l'hospitalisation militaire et civile". Il me proposa de me mettre à son service, de prévoir des déplacements proches et parfois lointains et entre temps de remplir les fonctions d'externe dans son service chirurgical. J'acceptai et en informai immédiatement le chef du groupe. Ma carrière de Résistant touchait à son terme; elle se serait terminée par la force des choses.

En Octobre, sur l'ordre du professeur Mallet-Guy, j'eus à organiser un voyage à Paris par la route. Ce fut à cette occasion que je me rendis à Paris, au ministère des Prisonniers et Internés pour tenter de quérir des nouvelles du général Delestraint, toujours déporté à Dachau. J'y rencontrai un des directeurs bien connu de moi, Henri Aubry. Je raconte cette navrante entrevue dans mon livre.

À l'Hôpital Edouard Herriot, je ressentis une fatigue inconnue de moi. Je n'y prêtai pas attention, et vaquai à mes occupations. Malgré un amaigrissement notable, mon atteinte pulmonaire ne se manifesta sérieusement qu'au cours de l'hiver. Heureusement elle tourna court au bout d'un certain nombre de mois. Déçu de n'avoir pu réaliser mon engagement dans la 1^{ère} D.F.L. que j'avais tant espéré, mais désireux aussi de reprendre mes études malgré mon état physique, il me fallut plus d'une année pour récupérer courage et santé. Cependant je mesurai la chance que j'eus, certes de m'en être tiré aussi bien, mais aussi d'avoir connu des hommes exceptionnels.

Les Tiroirs.

Le tiroir de la Résistance était fermé. Celui de la Médecine s'ouvrait donc à nouveau, unique tiroir qui restera ouvert pendant plus de quarante ans. Les études jusqu'au jour de ma thèse de Médecine où j'eus le bonheur de rencontrer la plus gracieuse des jeunes filles. Celle qui partagea ma vie. Une fois médecin, je partis à Paris afin de me spécialiser en Rhumatologie. Mariés, nous habitions Chalifert en Seine-et-Marne, où naquit notre premier enfant, Jean-Yves. Revenus à Lyon trois ans plus tard, l'exercice de la Médecine m'accapara progressivement. Mon travail en milieu hospitalier, à l'hôpital St Luc de Lyon, fut pendant 35 ans, le complément et le summum de ce que j'aurais pu souhaiter professionnellement. J'y

découvris entre autres sources de richesse professionnelle, l'efficacité du travail en équipe.

Postface.

Ce tiroir de la Résistance se serait-il ouvert à nouveau si, au cours de mes congés de l'été 1983, je n'avais pas lu le livre d'un grand Résistant, Henry Frenay, celui qui s'était violemment opposé à mon chef lorsque celui-ci commandait l'Armée Secrète. Je découvris dans ce livre le ressentiment de ce chef de mouvement, qui aurait voulu s'approprier ce commandement, ressentiment qui s'assimilait à de la haine et passait sous silence tout le travail positif du Général *Vidal*. Henry Frenay ignorait ses valeurs de chef, ses qualités humaines, les conditions de son arrestation, la valeur des échanges qu'il eut en déportation avec ceux qui connurent la désespérance. Il allait jusqu'à méconnaître l'assassinat à Dachau du Général.

Malgré mes seules anciennes fonctions de secrétaire du chef de l'A.S., je restai un des très rares survivants à avoir connu le Général *Vidal*. Mon devoir n'était-il pas de le faire connaître comme je le connus? Je fis de petites causeries, créai en 1985 une Association dont le Président fut le Général de Witasse. Ma retraite hospitalière me laissant du temps, j'acceptai de présenter une conférence au Rectorat de Lyon, sur le Général Delestraint.

Le Président de séance, professeur de faculté Lyon II, me proposa quelques jours plus tard de commencer alors des études universitaires d'Histoire contemporaine.

À 65 ans je commençai donc un parcours de six années d'études d'histoire contemporaine qui me mena au doctorat. La préparation de ma thèse fut une période d'une grande richesse, par la recherche aux Archives Nationales de Paris, aux archives départementales, aux archives militaires de Vincennes, au Public Record Office de Londres. Mes recherches, paraît-il, furent fructueuses. La soutenance de thèse se fit à l'Université de Lyon, le 17 octobre 1992. De cette thèse, fut sorti un livre, chez Plon en 1995: "Le Général Delestraint, premier chef de l'Armée Secrète". Il reçut 3 prix littéraires⁶.

J'essaye depuis d'exprimer par des conférences sur mon ancien chef, sur Jean Moulin, sur le Colonel Gastaldo, sur la Résistance, de faire connaître ces hommes, sur leur valeur personnelle, ces hommes qui sacrifièrent leur vie ou l'exposèrent tant pour que les Français recouvrent leur liberté, sur leur valeur personnelle. J'essaye de faire comprendre toute la chaleur de l'engagement que je pus ressentir au cours de ces années, auprès d'eux.

Je créai en 1985 l'association "À la mémoire du Général Delestraint", que le Général de Witasse, ancien de la 2^{ème} D.B. et ayant bien connu le général Delestraint, accepta volontiers de présider pendant près de 20 ans. Grâce à cette association, deux grandes réussites se firent:

Le baptême d'une promotion de St-Cyr nommée "Général Delestraint".

L'entrée du nom du Général Delestraint au Panthéon, le 9 novembre 1989.

Sa mémoire vaut la peine qu'on l'honore et la défende et je continuerai tant qu'il me sera possible, pendant le temps qui me sera accordé, avec la même ferveur et le même enthousiasme.

François-Yves Guillin
Membre du Conseil d'Administration
des Amitiés de la Résistance

⁶ Prix de la Résistance 1995. Prix de la Légion d'Honneur 1995. Prix d'Histoire Millepierres de l'Académie Française 1996 (Médaille d'Argent.).